

api

**INFORMATIONS
REGIONALES**

HEBDO

n° 81 du 19 au 26 juin

dir. B.Lambert

4F

énergies douces

des idées à capter



cocketel...

.STAGES

LES SESSIONS DE L'ETE 1979 au CPO -

1. LA PÉDAGOGIE DES MATHÉMATIQUES

- Dates: du 8 juillet à 19 h au 11 juillet au soir, Prix: 25 F à l'inscription et 150 F pendant la session

2. ACTUALITE OU DEPASSEMENT DU MARXISME

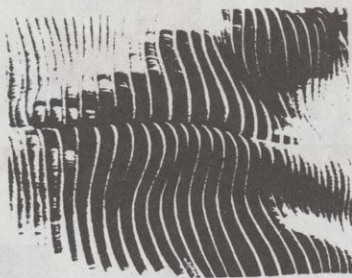
- Dates: du 12 juillet à 16 h au 15 juillet au soir
Prix: 50 F à l'inscription et 150 F pendant la session

3. OU EST LA COHERENCE DE MARX?

- Dates: du 31 août à 19 h au 7 septembre au matin
Prix: 50 F à l'inscription et 300 F pendant la session.

Inscrivez-vous en envoyant aussi un chèque pour les frais d'inscription

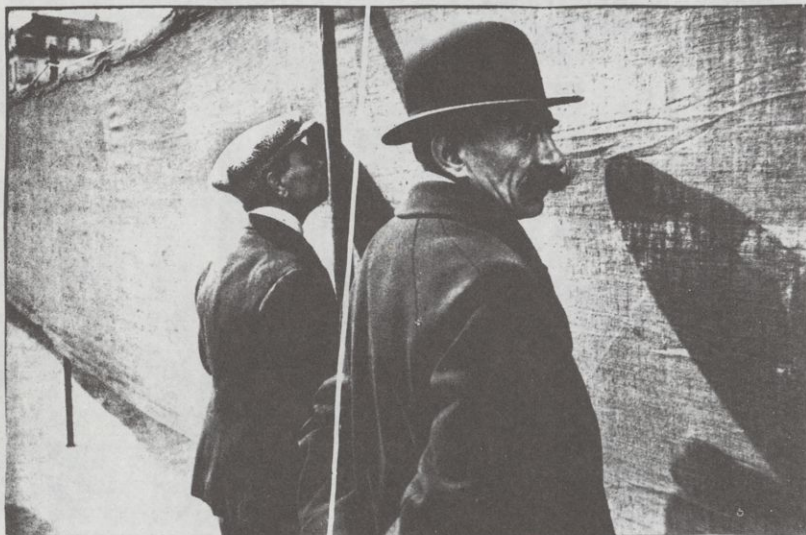
CPO: 79370 celles sur belle - tel. 26.80.44 CCP: CPO 1 463 76 BX



STAGE PHOTO PERFECTIONNEMENT.

L'Atelier Populaire Photo organise un stage photo de perfectionnement s'adressant aux personnes ayant un peu de pratique (prise de vue développement tirage) et desiruses d'approfondir un ou plusieurs thèmes (pousser une pellicule, tirage grands format, tirage sur film, tramés, trucages, prise de vue particulièreetc.....)

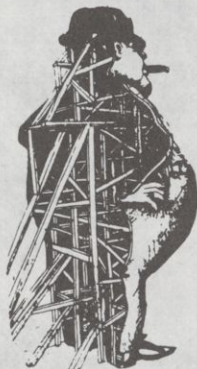
Pour préciser les dates, le coût et les demandes; pour organiser le stage, réunion SAMEDI 23 JUIN 29 Chaussée de la Madeleine à 14h30. Tel 47 47 51.



.MANU

QUE VA DEVENIR LA MANU ?

Réunion publique lundi 25 juin à 20H30 au centre de loisirs STALINGRAD (sur le boulevard du même nom, près de l'école). Organisée par l'Association du quartier de la gare (46, rue de Richebourg) après les options prises par la Municipalité sur l'avenir de la Manu (cf semaine d'information en mai et dernier numéro de Nantes Votre Ville). Avec la participation de D. JAN et J. GRAVOT, auteur d'une étude (école d'archi) intitulée: "Propositions pour une reconversion de la manufacture impériale des tabacs de Nantes".



.BOUFFE

L'union Générale des Etudiants de Tunisie organise

UNE SOIREE COUSCOUS

VENDREDI 22 JUIN à 20h30

restaurant Universitaire Lombarderie (Boulevard Michelet)

Pour la réservation, contacter

l'APL ou la LIBRAIRIE 71.

participation aux frais 15F.

UGET



.FETE

T E I L L E, Dimanche 24 juin 15 h, Grande Fête de la St. Jean.

- DOINA CRISULUI D'ARAD (Groupe Roumain)
- PIPE BAND D'AYR (Ecosse) and Covenanter's Scottish Country Dances
- BAGAD YAOUNKIZ AN AOD (St. Nazaire)
- CERCLES CELTIQUES (Chateaubriand, Theix, Teillé).
- KYALDAN O MARIPOGAM Fest Noz et Feux de la Saint Jean à la tombée de la nuit.

.ARMÉE

Après quatorze jours de grève de la faim, Xavier Doizy a été réformé définitivement le vendredi 15 juin. Cependant les chefs d'inculpation d'insoumission et de refus d'obéissance demeurent. Et les juges Kakis se frottent peut-être déjà les mains. Le TPFA de Rennes a du pain sur la planche car à Jacques Cartier (Maison d'Arrêt de Rennes) de nombreux déserteurs attendent leur procès.

DES IDEES A CAPTER

Dimanche 24 juin. En marge de l'officielle Journée du Soleil, cette espèce d'opération "poudre aux yeux" pour masquer sans doute l'indigence des moyens consacrés à développer cette source d'énergie, la FETE DU SOLEIL au Pellerin. Une date forte de la mobilisation contre la centrale. Mais où on ne fera pas que se compter : les antinucléaires, partisans comme on sait du "retour à la lampe-pigeon" montreront dans divers stands de quelle bougie ils se chauffent. Un côté "Foire-Expo" des énergies douces.

L'occasion était bonne de commencer ici un tour d'horizon de ce qui se réalise dans la région. Pas d'un point de vue technique : nous ne sommes pas des "écolocrates". Simplement en allant interroger des gens : installateurs, les "marchands de soleil", bricoleurs, ou usagers.

Un problème, certains disent un écueil, la douceur énergétique coûte cher. Encore que certains témoignages tempèrent un peu cette nouvelle idée reçue. Et une interrogation, en guise d'introduction à ce dossier : malgré les nombreuses et passionnantes alternatives dont elles sont l'objet, les énergies nouvelles se développeront-elles sans les écologistes ?

L'alternative, la contrainte et l'illusion

Globalement on peut dire que le développement des énergies nouvelles se fait et se fera sans les écologistes. Ce développement se fait autour de trois axes de natures différentes et qui ne sont pas encore complètement interdépendants. Premièrement l'offensive commerciale. Elle se fait tous azimuts et de façon brouillonne, surtout dans un secteur comme celui des capteurs solaires. Deuxièmement du côté de la recherche il y a la volonté de faire de ces technologies des technologies d'exportation en direction du Tiers Monde. Troisièmement le pourcentage de 5% d'énergie solaire en 1985, fixé par les Pouvoirs Publics marque la limite de l'intérêt qui est officiellement porté aux énergies nouvelles. C'est une décision politique que l'on présente comme un seuil technique.

On mesure ainsi le décalage extrême qui apparaît entre les désirs, les propositions écologiques et la réalité. Mais pouvait-on espérer que le système en place agisse autrement ?

Récupération. Une fois lâché, le mot suscite bien des débats dans les groupes que nous avons rencontrés. Les uns estiment qu'il vaut mieux être récupéré et que d'ailleurs on ne cherche que ça, et les autres soutenant qu'ils ne veulent pas du «solaire intégré». Mais le débat est-il vraiment là ? Ne vaut-il pas mieux s'interroger sur l'évolution de l'attitude des écologistes face au problème des énergies nouvelles.

Poussés, au travers de la lutte anti-nucléaire, à faire valoir d'autres solutions, les écologistes ont choisi de faire connaître les possibilités et les avantages des énergies nouvelles.

Mais cette attitude ne revient-elle pas aujourd'hui, à indiquer, à l'extrême limite le meilleur d'entre les capteurs solaires proposés par les firmes ! En

étant acculé à intervenir en un point aussi précis que «le meilleur moyen de faire de l'eau chaude sanitaire» le mouvement écologique n'a-t-il pas évité de s'interroger sur les conditions de développement d'une alternative globale ?

Une autre interrogation surgit à propos d'une des lignes de force du discours écologique sur l'énergie ; la réduction des consommations individuelles d'énergies. Voilà une formule lourde de sens différents et parfois contradictoires. A l'origine cette formule s'appuyait sur l'idée que le degré de bonheur et le niveau de vie dans une société ne se mesurait pas en quantité d'énergie consommée. La boulimie d'énergie apparaissait principalement comme génératrice de contraintes et de dégâts, et il n'est pas faux de résumer en mettant : réduction des besoins = libération.

Mais n'y a-t-il pas déjà dans cette formule un autre sens, que l'évolution des situations et les événements récents font réapparaître ? On ne peut pas nier qu'il y ait une contrainte à envisager la réduction de ses besoins énergétiques.

Le sentiment est diffus chez celui qui tente d'abaisser sa consommation d'énergie et qui sait bien que la consommation d'énergie n'est pas seulement vécue comme aliénante mais qu'elle est aussi une jouissance. Qu'il nous suffise de rappeler tous les débats sur les vrais et les faux besoins pour faire comprendre que l'appel à la raison pour résoudre ce problème ne règle pas tout.

Les événements tels que la panne EDF, la montée des prix du pétrole et le climat social ne vont-ils pas enfin donner toute son amplitude à l'idée,



sous-jacente, que la basse consommation d'énergie est liée aux périodes difficiles ?

Comment ne pas reconnaître les difficultés à venir pour faire passer ce thème de la réduction des besoins ?

Il y a derrière ces questions, la nécessité pour ceux qui proposent des alternatives de comprendre toute la réalité. Non pas pour la déclarer incontournable, mais pour qu'alternative ne rime pas avec illusion.

A moins que l'on s'accorde de l'idée que la contrainte puisse être un levier utilisable pour avancer vers une société écologique ?

extrait de "La Gueule-Ouverte" du 7 mars 79 : "LE SOLEIL A RENDEZ-VOUS AVEC L'ARMOR"

Reportage de Jean-Luc Lavigne
et Dominique Delaunay

LA CECILIA: des hommes au service des hommes



Pour la journée du soleil, il fallait bien faire quelque chose sur le solaire, hein, alors on est allé interviewer des artisans, des marchands de soleil.

A vrai dire, ce n'est pas vrai, d'abord cet article on avait envie de le faire depuis pas mal de temps et puis les artisans en question en fait, ce sont des copains.

Ils sont quatre à bosser ensemble depuis environ 3 ans. Il y a 2 anciens chômeurs, un électricien et un ancien artisan.

Ils ont vraiment commencé car l'un deux en avait trop marre de bosser chez un patron, alors ils ont formé une SCOP (coopérative ouvrière) pour éviter de partir avec un capital social important, mais aussi pour "le mythe qui entoure la coopérative".

Au départ ils ont axé surtout sur la plomberie, mais ils ont commencé de faire un peu de solaire. Le solaire ils voulaient le faire "en plus" car ils savaient qu'il n'y avait pas assez de demandes pour en vivre.

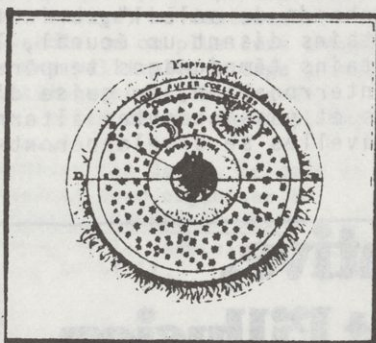


"La première année on a fait beaucoup de devis mais très peu de réalisations, on a fini l'installation d'un chauffage solaire d'une maison, puis on en a réalisé une

entièrement. Mais depuis ça se développe pas mal, on fait par exemple 1 ou 2 chauffe-eau solaire par mois".

Maintenant ils ont en vue 5 ou 6 maisons supplémentaires avec un copain architecte.

L'architecte fait les plans, le gros des propositions techniques et la SCOP réalise la plomberie.



Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucun problème technique. En effet, ils essaient de réaliser des capteurs un peu différents des autres. Bien sûr ils ne sont pas financés comme institut de recherche.

"Les problèmes techniques on les résoud petit à petit, mais comme on tatonne pas mal on perd du temps, c'est pas très rentable financièrement. Pour avoir un meilleur rendement, on a changé le matériau, on a pris du cuivre au lieu de l'acier car il a une faible inertie thermique. Dans notre région où l'ensoleillement n'est pas trop mauvais mais souvent de courte durée il ne faut pas perdre le moindre rayon de soleil".

Des maisons d'une conception différente.

Une maison solaire ce n'est pas une chalandonnette avec sur le toit un capteur solaire. Bien sûr, ça peut s'imaginer comme ça mais les économies d'énergie réalisées par le solaire seraient largement insuffisantes.

Dans une maison "moderne", le problème n'était pas de réaliser des économies d'énergie mais de faire à moins cher possible avec le maximum de profits. Tandis qu'une maison solaire c'est un tout il faut qu'elle soit bien isolée mais sans être trop indépendante de l'ensoleillement extérieur, il faut que la maison puisse absorber le soleil. Par exemple on peut tout simplement peindre en noir le mur du Sud et poser une vitre devant pour piéger la chaleur.

Les rayons du soleil chauffent le mur qui le stocke puis le restitue plus tard. Dans notre région ce mode de chauffage permet quelques économies mais il est quand même insuffisant en hiver. C'est donc un chauffage d'appoint très intéressant car il est très simple à réaliser.

Aux Etats Unis, certaines maisons ne sont chauffées que grâce à une verrière sous laquelle on a disposé de grands bacs de graviers qui stockent la chaleur et la restitue la nuit.

"Il y en a aussi qui mettent des bidons pleins d'eau, sous une baie. Pour le bricoleur il y a plein de possibilités qui peuvent économiser plus ou moins d'énergie. Mais s'il l'a fait lui même il s'en fout, c'est mieux que rien de toute façon.

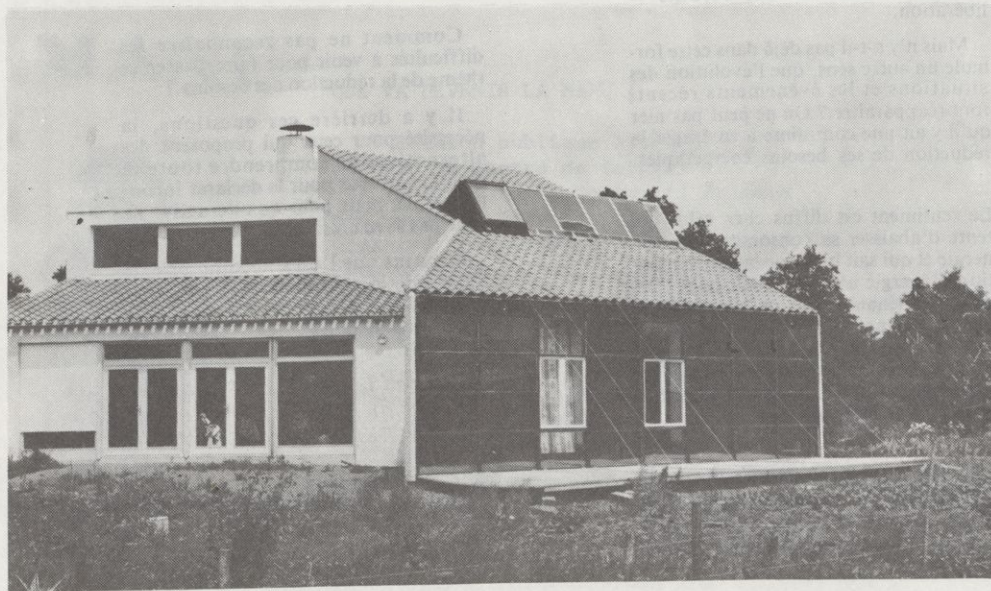
Par contre réaliser un chauffage solaire avec des capteurs c'est déjà plus compliqué, il faut avoir des notions de plomberie et c'est plus cher".

Les copains de la SCOP sont plus réservés quant aux pompes à chaleur surtout qui sont conseillées par l'EDF.

Et oui EDF se lance aussi dans le marché des énergies nouvelles... mais qui consomme de l'électricité bien sûr.

"L'EDF n'était plus crédible avec le chauffage électrique (qui est un non sens énergétique puis qu'une centrale électrique n'a qu'un rendement de 30% alors qu'une chaudière d'un

.../...



particulier au gaz a un rendement de 70%) alors elle conseille des pompes à chaleur à air qui consomment presque autant d'électricité que le chauffage électrique classique.

C'est vraiment une mystification, le problème d'EDF c'est de vendre de l'électricité un point c'est tout".

La SCOP réalise des pompes à chaleur mais elles sont à eau, leur rendement énergétique est bien meilleur. Pour le moment une pompe à chaleur est plus économique que le chauffage à fuel et gaz mais les économies d'énergie sont très faibles, car au départ il ne faut pas oublier que les centrales électriques ont un rendement énergétique très mauvais.

Le solaire coûte-t-il cher ?

Une fois installé le soleil chauffe gratis mais l'installation entraîne des sur-coûts que tout le

monde ne peut pas se payer. Voici quelques estimations que la SCOP nous a donné :

- Une pompe à chaleur coûte environ 2 fois plus cher qu'un chauffage ordinaire.
- Un chauffe-eau, il coûte installé entre 8000 et 10.000 Frs, il peut chauffer 200 litres par jour à 60 de grés. Ça suffit pour 5 personnes environ. En hiver il est insuffisant il faut un chauffage d'appoint au gaz par exemple. Il peut être amorti en 7 ou 8 ans. Après c'est tout bénéf.
- Le coût d'un chauffage par capteur solaire est très variable suivant le type d'installation, mais il revient au minimum au double qu'une installation normale. Sur une maison neuve on peut réaliser une économie de 50 à 60% d'énergie dans la région nantaise (c'est variable suivant les années).

L'appoint peut être fourni par un chauffage au gaz, ou avec une cheminée avec un récupérateur de chaleur (bouilleur dans lequel l'eau se rechauffe).

Il y a d'ailleurs un copain qui se chauffe avec ce système pendant toute l'année avec des déchets des scieries.

"Le solaire est encore cher, mais il faut voir que les capteurs sont produits artisanalement. Pour abaisser les coûts il faudrait industrialiser la production. Et puis la recherche en solaire est le fait de bricoleurs, bien sûr, il y a des chercheurs qui s'occupent du solaire mais surtout dans le but de produire de l'électricité dans des centrales solaires. Cela ne fera pas progresser l'autonomie des gens pour autant. Pour nous au contraire l'avenir du solaire c'est surtout se passer d'énergies centralisées puis redistribuées aux gens".

ROCHESERVIERE: soleil à la ferme

Michèle et Clément SAUVAGET sont agriculteurs. Aux confins de la Vendée et de la Loire Atlantique, ils exploitent en GAEC 60 HECTARES de terre.

Il y a deux ans ils ont décidé de faire construire. "Notre choix n'était pas déterminé. Nous avions des amis qui nous encourageaient pour bâtir une maison solaire. Il y en avait déjà une dans la région. On savait ce que ça donnait. Et puis il y avait le choix des sources d'énergie utilisables. On a réfléchi au nucléaire si on utilisait l'électricité. Le fuel, le gaz, ça ne nous paraissait pas aussi naturel." De tout ça ils en ont parlé avec les copains, avec un architecte.

Et la construction s'est faite, avec des entreprises du coin : le chauffagiste de BOUAINÉ, le maçon de ROCHESERVIERE.

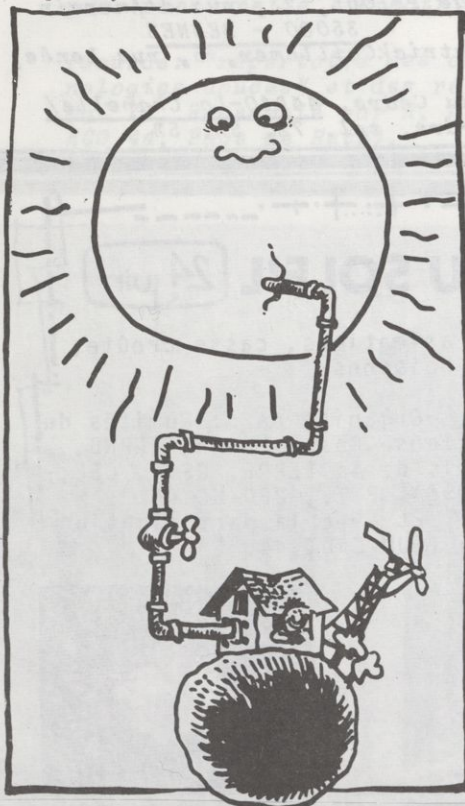
"Pour nous il y avait plusieurs atouts explique Michèle, nous ne sommes pas dans une région froide. Nous pouvions utiliser un chauffage d'appoint au bois qui ne nous coûte rien. Et puis, nous ne sommes pas habitués à des maisons très chauffées".

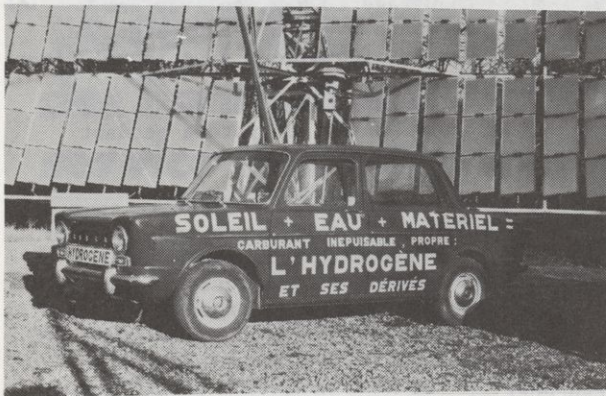
Au printemps 78, ils se sont installés dans leur nouvelle demeure. Depuis pas de problèmes. "Pour l'été nous avons installé des volets qui cachent les capteurs. Nous n'avons pas eu trop chaud et cet hiver dans les 5 chambres qui sont chauffées par les capteurs la température n'est jamais descendue en dessous de 12 ou 13°. Dans la grande pièce qui est chauffée par la cheminée et par les murs exposés au Sud Ouest, la température était de 17, 18°. En plus, l'ambiance de l'air est plus saine. Ça ne fait pas le même effet que lorsqu'on utilise un radiateur. On sent que c'est toute la maison qui chauffe et pas seulement quelques points."

La maison de Michèle et Clément comprend 5 chambres chauffées par des capteurs à air (murs TROMBE), et une grande pièce chauffée par une cheminée. Celle-ci alimente également l'eau chaude des radiateurs de chauffage central. L'eau chaude sanitaire est produite par des capteurs placés sur le toit ainsi que par la cheminée. La surface totale de la maison est de 190 m² dont 140 m² habitables et 50 m² de dépendance (garage, buanderie). Coût total de l'opération 26 millions de centimes. "Le chauffage et le sanitaire nous sont revenu à 30.000 Frs ce qui est le prix d'une installation classique

Pour la construction, c'est plus difficile à évaluer car la maison n'a pas une disposition classique. Il y a plus de découpe. Le coût de main d'oeuvre doit être "un peu plus élevé".

Le bilan de l'opération semble donc satisfaisant d'autant plus que dans le cas présent le chauffage d'appoint, indispensable, est fourni par la cheminée. Les dépenses de chauffage ont donc été pour cet hiver quasiment nulles. Malheureusement ceci ne peut être une règle générale.





ANGERS:

le four du bricoleur

ANGERS: Bricoleur hors du commun, Jean-Luc PERRIER avait réalisé lui-même, dans son jardin, un four solaire ultra-sophistiqué avec poursuite automatique du soleil. 70 m²: le second de France après le très officiel four d'Odeillo (Pyrénées Orientales). Il poursuit actuellement ses recherches sur la production d'hydrogène à partir du soleil et de l'eau et a réalisé, en janvier dernier, le "premier prototype français de voiture à hydrogène" à partir d'une vieille SIMCA 1000 achetée 200 F dans une casse... "Mon four solaire me fournit de l'énergie en abondance et (presque) gratuitement. Peu importe donc que le rendement énergétique soit inférieur". Dans quelques mois le prototype sera alimenté en hydrogène par son four.

Jean-Luc Perrier vient également de faire paraître un livre sur "l'énergie solaire: état actuel des applications". On peut commander cet ouvrage aux Editions Techniques et Scientifiques Françaises, 2 à 12, rue de Bellevue, 75019 - PARIS.

le solaire en pratique



CFDT

Soirée organisée par l'U.D. cfdt avec la participation d'architectes de maisons solaire d'utilisateurs, d'animateurs de stage sur les techniques de captage solaire et d'installateurs.

Jeu-di 21 juin 20h 30, Bourse du Travail CFDT, 37, rue Lamoricière, à Nantes.

REPertoire ALTERNATIF



Nous avons recensé ici constructeurs, installateurs, bureaux d'étude et architectes... avec le parti pris de ne citer que les "régionaux". Même chose pour les réalisations où nous nous sommes limités faute de place à la Loire-Atlantique et à la Vendée. Pour plus ample informations, écrire à R. JULLIEN, Apt. 444 Le Corbusier, 44400 - REZE, à qui nous devons cette documentation.

*1. REPERTOIRE CONSTRUCTEURS ET INSTALLATEURS

Aérogénérateurs, Eoliennes:

- Groupe de travail éolien Yves Boulay Bel-Air, La vraie Croix, 56250-ELVEN
- Aérogénérateurs Robert, 84, rue de Laval, 35350-FOUGERES
- EMAG, Route de Pont l'Abbé, 29000 - QUIMPER
- BRUNEAU - Z.I. - Bonchamps -Lès-Laval 53210-ARGENTE

Turbines hydrauliques basses chutes:

- Joseph Cavaloc, Kerbrug, 29237-SIZUN

Cheminées: récupération de calories par circulation d'eau:

- Godissard Michel, La Bêlaie, 44390 - Nord/Erdre
- Ets. Pidel Champion, 44860 - PONT ST. MARTIN
- Cheminées Bois Donia, 42, rue du 24 février, 79000 - NIORT

Photopiles

- Sertronique, 60, rue Sagebien, LE MANS

Matériel Solaire

- SOFEP, 42/44, rue du 24 février, 79000 NIORT
- Société KERIBA, 4, rue de Paris, 35000 - RENNES

Installateurs solaires

- Cecilia, 3, rue des Cèdres, 44240-LA CHAPELLE/ERDRE (cf. article)
- Dupont, Plombier Chauffagiste, rue de la Raterie, 44 - PORT ST. PERE
- Entreprise Cortella, 85000 - La ROCHE-YON
- Rancière, 21, Quai André Rhuis, 44004-NANTES
- SIPAC, 75bis, rue d'Allonville, 44100-NANTES
- CATABAS, 3, rue Font Neuve, 44190-LES MEES

Bureaux d'Etudes

- Martin et Beauchère, 3, rue Vaucanson, 44100 - NANTES tel. 71.76.19
- ANDRE, Ingénieur Thermicien, 44700-St. SEBASTIEN

Architectes "Solaires"

- Ph. Boisseau, La Baserière, 85190-AIZENAY (réalisateur de la maison de La Roche Servière (85)).
- Dominique URIEN et Serge PRIOUL, 23, rue d'Antrain 35000 - RENNES
- François Philippe et Patrick Caillemer, 5, rue Lenée, 35000 - RENNES
- Jean LEBRUN, 18, rue du Cèdre, 44240-La Chapelle/Erdre, tel. 72. 52. 52



FETE DU SOLEIL 24 juin

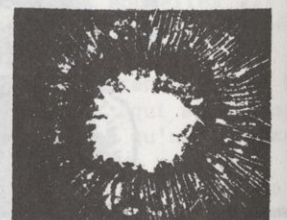
- animations, casse-croûte, boissons.

TOUS LE 24 JUIN AU PELLERIN
à partir de 11 heures
et jusqu'à 20 heures

FETE DU SOLEIL ET DES ENERGIES NOUVELLES

- sur le site vierge
- stands d'information
- expositions
- forums, démonstrations :
 - . capteurs solaires
 - . chauffe-eau
 - . maquettes de maisons

Organisé par : Comités de Défense Basse-Loire, SEPNB, Amis de la TERRE, CSCV, CSF, FDSEA, P.T., UFC-UC 44
Et avec la participation de l'UD CFDT 44.



- B. PAILLARD, Chemin de la Chèvre, 85230, Beauvoir/
Mer
- Daniel ALASSEUR, 29, Ave. du Transvaal, 44300 NANTES
tel. 74.48.05
- Pierre CHICOT, 18, Rue de Verdun, 44000 NANTES
tel. 48.12.42

* 2. QUELQUES REALISATIONS DANS LA REGION

■ S O L A I R E

- Nantes-Croix Bonneau: 100 m² capteur air (système Trombe), vitrage de maraîcher + 2 capteurs eau pour chauffe-eau de 200 litres. Cheminée d'appoint (Réalisation 78).
- Port St. Père: Dupont, installateur sanitaire. Réalisation personnelle de capteurs à air et à eau sur sa résidence + 2 réalisations familiales à Chéméré. (réalisation depuis 76).
- La Chapelle/Erdre: plusieurs capteurs eau sur une reconstruction d'habitat ancien (75-76).
- St. Jean de Boiseau: Capteur à eau sur une ancienne ferme (76/77).
- St. Aignan de Grandlieu: 2 capteurs sur le toit d'une ancienne ferme (78).
- Ancenis: Quartier du Pontreau. 3 capteurs à eau sur le toit d'un petit immeuble centre-ville (79).
- St. Nazaire: H.L.M. plusieurs capteurs pour eau chaude sanitaire sur le collectif (78)
- Bouguenais les Couëts: Ecole maternelle des Couëts, 40 m² de capteurs pour eau chaude sanitaire, appoint par fuel (78/79).
- Rezé: 2 centres sociaux en cours d'étude (79).
- Vendée: La Roche-Servière (cf. article) 30 m² air-Trombe, 4 m² eau + cheminée à circulation d'air avec 2 bouilleurs d'âtre d'appoint, + une 2ème maison solaire en chantier.
- La Mothe-Achard: H.L.M., Pavillon individuel avec seulement 2m² de capteurs eau, couplé en parallèle avec un cumulus électrique servant d'appoint.

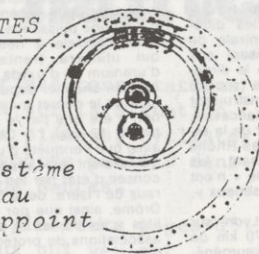
■ B I O - M E T H A N E

Ferme de Javené/Fougères (cf. article)

■ PRODUCTION DE CALORIES AVEC AEROGENERATEUR

Ille et Villaine: Eolienne ROBERT Pierre, 35, St. Georges de Chesné (10 km de Fougères). Prototype destiné à chauffer directement les locaux (habitation, serres, ateliers). Durée: 25 ans. Peut être monté en kit. Stockage thermique dans réservoir de 2000 l obtenu par freins hydrauliques. Adaptateur pour produire de l'électricité en 220 V/50 hertz.

(Source: "répertoire des constructeurs de "technologies douces" et des réalisations en Bretagne" Mai 79, Rassemblé par R. JULLIEN pour la SEPNEB et ECO 44, Pays de Retz).



FOUGERES:

au fumier, ca gaze

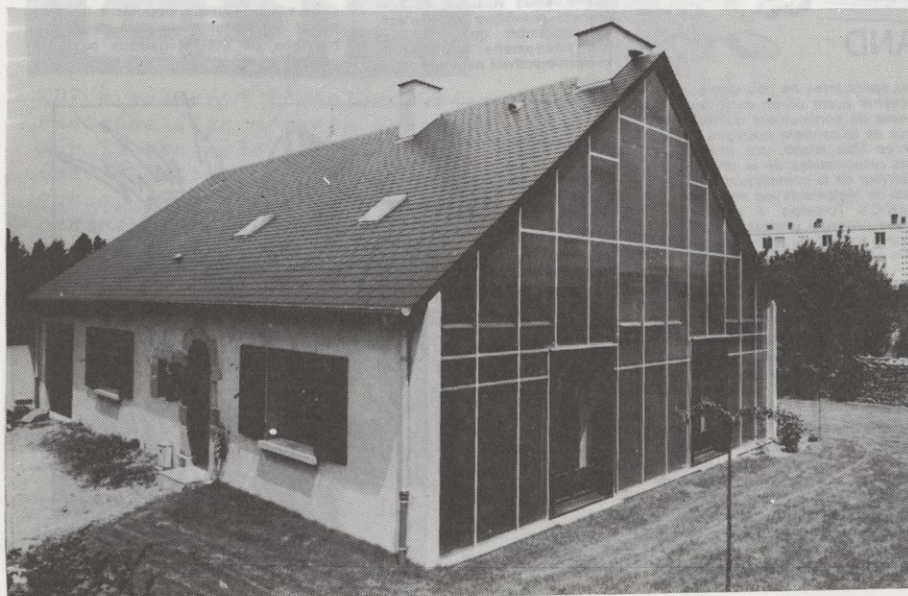
LA FERMENTATION METHANIQUE, ou comment utiliser fumier et autres déchets organiques.

Le titre est long mais le principe est simple : la fermentation anaérobie (= à l'abri de l'air) des pailles et du fumier produit du "gaz de fumier" composé essentiellement de méthane (50 à 60%), et de gaz carbonique (35 à 40%). Tel quel il a un pouvoir calorifique supérieur à celui du gaz de ville. Epuré (c'est à dire sans gaz carbonique) son pouvoir calorifique s'approche de celui du gaz naturel. 1 m³ équivaut alors à 1,1L d'essence ou à 1 l de fuel. Ce procédé permet même une double économie d'énergie puisque le résidu de fermentation est un excellent engrais enrichi en azote, potasse, phosphates.

Mr J. Chevalier dans sa ferme de Javené (I et V) s'est lancé dans l'expérience et ne le regrette pas. Il explique qu'il s'était "converti" au gaz de fumier il y a 30 ans, puis l'avait abandonné à la suite d'un déménagement devant la facilité fuel-butane. Mais en 1973, la crise. "On a entrevu que ça allait changer. Un peu d'ambition, le souvenir des périodes de bons rendements, quelques articles très documentés et je me suis décidé". Plans ou isolations et systèmes de réchauffement furent soigneusement étudiés, construction "par moi-même à mes moments perdus", s'échelonnèrent sur un an. En 75, quatre cuves enterrées et isolées, chacune de 16 m³, étaient prêtes à fonctionner.

"On a eu le premier gaz pour mettre les cerises en bocaux" précise Mme Chevalier. Plus tard un gazomètre cloche de 20 m³, "de fabrication maison" est venu compléter l'installation. Aujourd'hui, les 20 vaches de Mr Chevalier produisent suffisamment de méthane pour couvrir tous les besoins de l'exploitation sauf l'électricité. Le méthane excédentaire d'été pourrait bientôt être utilisé pour l'alimentation d'une automobile. Selon les calculs de l'IMRA tous les fumiers français représenteraient une énergie gazeuse comparable à 4 millions de tonnes de pétrole, soit 90% des besoins en combustibles de l'agriculture française. On peut concevoir des productions de méthane collectives au niveau d'un hameau, d'un village (pratique très répandue en Chine). Outre le fumier, toutes sortes de déchets organiques peuvent ainsi fermenter et produire du biométhane: broussailles, feuilles mortes, boue des stations d'épurations, algues etc...

Dossier réalisé par Dominique, Dominique, Alain, Philippe et Pam.



« Super-Phénix »

Le chantier du surgénérateur Super-Phénix à Creys-Malville (Isère), dont « l'utilité publique » vient d'être confirmée par le conseil d'Etat, est déjà très avancé : 60 % des travaux de génie civil sont terminés et le bâtiment du réacteur atteint 65 des 85 mètres de sa hauteur définitive.

Côté nucléaire proprement dit, les travaux vont également bon train, selon E.D.F. L'assemblage des éléments du réacteur, notamment les cuves (20 m de diamètre), se poursuit sur le site même, dans un atelier de la taille du centre Beaubourg. Ces ensembles sont montés à partir d'éléments préfabriqués en acier inoxydable fabriqué en usine, essen-

tiellement par Creusot-Loire.

Dans les autres usines françaises, italiennes et allemandes qui travaillent pour Super-Phénix, les différents éléments de la centrale de Creys-Malville se construisent eux aussi normalement, estime le directeur technique de la Nersa (société franco-italo-allemande construisant Super-Phénix), M. Boris Saitcevski, qui est également directeur de la région d'équipement Alpes-Rhône d'E.D.F. Jusqu'à maintenant, les constructeurs de la centrale « n'ont pas rencontré d'obstacles sérieux », ajoute M. Saitcevski.

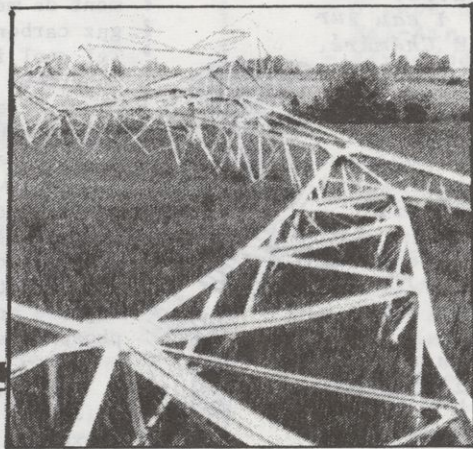
A 50 km en amont de Lyon, sur les rives du Rhône et à 70 km de Genève, à vol d'oiseau, le surgéné-

rateur Super-Phénix est prévu pour 1250 mégawatts alors que le prototype précédent, Phénix à Marcoule, n'a qu'une puissance de 250 mw.

La centrale à neutrons rapides, qui utilisera trente-cinq tonnes d'uranium et d'oxyde de plutonium, était en chantier depuis plus d'un an lorsque le décret autorisant sa création a été pris par le Premier ministre, le 12 mai 77. C'est ce décret, ainsi que l'enquête d'utilité publique, qui avaient été attaqués depuis le conseil d'état par les conseils généraux de l'Isère, de la Savoie et de la Drôme, ainsi que par des personnalités scientifiques et de nombreuses associations de protection de la nature.

sabotage anti-nucléaire

Un pylone de 35 tonnes d'une ligne à haute tension en construction a été détruit par une charge de dynamite dans la nuit de jeudi à vendredi à proximité de la centrale nucléaire Super-Phénix à Creys Malville. Le sabotage a été revendiqué par un coup de téléphone à l'AFP de Lyon. « Cette action n'est l'œuvre d'aucune organisation, mais simplement de personnes qui essayent de résister », a expliqué l'interlocuteur qui a gardé l'anonymat.



Pays Basque: ETA revendique l'attentat de Lemoniz

L'ETA militaire a revendiqué vendredi par des appels téléphoniques à plusieurs organes de presse de Bilbao l'attentat commis mercredi dernier contre le chantier de la centrale nucléaire de Lemoniz. L'ETA militaire a précisé que le commando avait déposé trente kilos d'explosifs dans la zone des turbines et a ajouté qu'elle ne s'expliquait pas la mort : « fortuite » d'un ouvrier, car elle avait fait un appel téléphonique annonçant l'attentat à la bombe... L'ETA militaire a critiqué d'autre part le Parti Nationaliste basque (PNV) qui avait condamné l'attentat : pour l'ETA, le PNV ne participe pas à la lutte du peuple basque contre l'implantation des centrales nucléaires en Euzkadi.

La branche politico-militaire de l'ETA a par ailleurs revendiqué vendredi matin les sept attentats à l'explosif commis dans la nuit de mercredi à jeudi contre des services de l'administration centrale de Saint Sébastien et au Port voisin de Pasajes.

Deux nouvelles centrales programmées à Chinon

TOURS. — Le conseil Interministériel du 7 février dernier aurait décidé la construction d'une tranche supplémentaire sur le site nucléaire d'Avoine-Chinon, c'est-à-dire que deux centrales atomiques nouvelles de 900 mégawatts viendraient s'ajouter aux cinq centrales déjà existantes.

Chinon 1 déorçaimis arrêtée, Chinon 2 et 3 en fonctionnement et Chinon 4 (B1 et B2) en cours de construction.

Si cette nouvelle se confirmait, l'Indre-et-Loire serait le département le plus nucléaire de France.

LE CONSEIL GÉNÉRAL D'INDRE-ET-LOIRE a voté à l'unanimité un vœu concernant la sécurité nucléaire et les futures installations nucléaires sur le site d'Avoine-Chinon, où il demande :

SABOTAGE ANTINUCLÉAIRE SUR UNE LIGNE À HAUTE TENSION

de 400 000 volts qui alimente le site du Tricastin. Des inconnus ont provoqué un court-circuit, jeudi en début de soirée, en plaçant un câble électrique en travers de cette ligne à la hauteur de Vernioz (Isère). Les responsables EDF, qui

ont précisé que le système de sécurité a bien fonctionné, ont mis en garde les auteurs de ce geste contre le danger qu'ils font courir aux autres et ont révélé qu'un incident de ce type s'était déjà produit le 17 mars, non loin du même village.

Cruas-Meysses :

on exproprie

Cependant, le G.F.A. riposte : il s'est pourvu en cassation contre cette ordonnance. Bien qu'il ne soit pas suspensif, ce pourvoi est la suite logique des instances juridiques menées contre la centrale : attaque de la déclaration d'utilité publique, puis des deux permis de construire successifs accordés à la hâte.

Le 11 mai dernier, une ordonnance d'expropriation a été notifiée au Groupement Foncier Agricole «le Rocher de Metris». Le but de ce dernier (créé dans un grand élan contre l'implantation de la centrale, il rassemble 1200 souscripteurs) est de garder aux terrains leur vocation agricole.



THREE MILE ISLAND :

Les services vétérinaires de Pennsylvanie enquêtent actuellement sur la mort mystérieuse de huit vaches et treize veaux, survenue dans une ferme située à 8 kilomètres de la centrale nucléaire de Three Mile Island.

Selon le fermier, M. Clair Hoover, la première vache est morte en accouchant d'un veau morté moins d'une semaine après l'émission accidentelle de radiations nucléaires survenue le 28 mars à Three Mile Island. Tous les autres animaux sont morts dans des conditions identiques au cours des semaines suivantes.

Plusieurs laboratoires ont aussitôt été alertés mais jusqu'à présent il n'a pas été possible de découvrir les causes de cette mystérieuse maladie.

« Nous n'avons pas de preuve qu'il s'agit de leucémie provoquée par des radiations », a indiqué l'un des vétérinaires consultés.

Les spécialistes ne pourront pas pénétrer avant un an dans l'enceinte de confinement du réacteur de la centrale nucléaire de Three Mile Island, ont indiqué des responsables de la division réacteur de la commission fédérale de réglementation nucléaire (N.R.C.). Toutefois, il s'agit là d'une première estimation de la date à partir de laquelle pourront être constatés de visu les dégâts.

LE PLAN ORSEC-RAD sera rendu public dans l'An, a annoncé le préfet, en recevant samedi une délégation d'élus locaux de tendance P.S.U.

Le préfet a notamment indiqué qu'un document contenant les principales dispositions pratiques du plan Orsec-Rad allait être remis aux maires avant la fin de l'année, celles-ci étant actuellement consignées dans un registre administratif de plus de mille pages.

Une plaque radioactive découverte dans les locaux du « Progrès »

LA « CELLULE RÉVOLUTIONNAIRE anti-nucléaire écologique » (C.R.A.N.E.) avait annoncé jeudi au bureau de l'A.F.P. Lyon qu'une source radioactive avait été déposée dans une boîte aux lettres du journal « Le Progrès ». La rédaction du quotidien, aussitôt alertée, découvrait effectivement une plaque métallique suspecte, que les services spécialisés des pompiers identifiaient comme « fortement radioactive ». Selon le C.R.A.N.E., cette source faisait partie d'un lot de quatorze sources radioactives (cinq de strontium, cinq de césium, deux de thallium et deux de cobalt), déposées au cours du week-end du 20 mai « sur le campus de l'I.N.S.A. », à Villeurbanne. A l'institut de physique nucléaire, on assure qu'aucun vol n'a été constaté et que ces plaques n'émettent que de très faibles radiations. Quant au C.R.A.N.E., il indique avoir voulu démontrer que « des personnes mal intentionnées peuvent facilement se procurer des produits radioactifs en plus ou moins grandes quantités ».

Contaminée au plutonium, tuée sur la route : Que couvrait la mort de Karen Silkwood ?

13 novembre 1974 : une voiture s'écrase inexplicablement contre un talus près d'Oklahoma City. Sa conductrice est tuée sur le coup. Elle s'appelle Karen Silkwood.

La jeune femme 28 ans, mère de trois enfants travaille au laboratoire d'une usine nucléaire à Crescente (Oklahoma) et vient d'apprendre qu'elle est irrémédiablement contaminée par du plutonium. Son employeur la société Kerr-McGee (fermée depuis) fabrique des barres de combustibles destinées aux réacteurs nucléaires.

Quelques semaines auparavant, Karen, membre actif du syndicat des travailleurs de l'atome s'était rendue à Washington pour déposer une plainte contre Kerr-McGee qui falsifiait ses rapports sur la qualité de ses produits et négligeait la sécurité à l'intérieur des bâtiments.

Premier mystère de l'affaire : personne ne retrouve dans la voiture accidentée les documents et microfilms qu'elle avait emportés ce jour-là pour les remettre à un journaliste du « New-York Times ».

Sa famille et son syndicat n'hésitent pas à affirmer que sa voiture a été poussée dans le fossé par un autre véhicule.

La semaine dernière, le dossier le plus important de l'affaire a été en partie fermé. La famille de Karen Silkwood obtient 10,5 millions de dollars de dommages et intérêts que doit lui verser la société Kerr-McGee. Un jury reconnaît en effet cette dernière coupable de la contamination de son ancienne employée. Toute la défense de la société

Kerr-McGee est fondée sur l'affirmation que Karen en « espionnant pour le compte de son syndicat » s'est contaminée elle-même, après avoir volé du plutonium dans le laboratoire soutient l'entreprise. M^{me} Silkwood a essayé chez elle de « trafiquer » des échantillons de sa propre usine destinés à l'analyse pour nous créer des difficultés. These difficile à soutenir quand l'on parle d'un produit aussi dangereux que le plutonium dont Karen connaissait parfaitement la nocivité.

La défense a pourtant un argument de taille : l'appartement de Karen Silkwood était extrêmement contaminé au moment de sa mort. Les amis et la famille de la jeune femme affirment que, pour des raisons de profit, les mesures de sécurité dans l'usine sont très peu observées. Ces normes sont inapplicables et inappliquées, réplique le syndicat.

Sa mère a déclaré : « Je suis heureuse que le nom de Karen ait été blaghi, son seul but était d'aider ses amis à obtenir une usine propre ».

La société Kerr-McGee a bien sûr fait appel.

Pendant les derniers jours de sa vie, racontent ses amis Karen se savait atteinte d'un cancer généralisé et ne voulait même plus embrasser ses enfants. Elle voulait aller cependant jusqu'au bout. Avant de monter dans sa voiture, elle avait montré ses papiers à un ami en lui disant : « Là-dedans, j'ai les preuves ». Ces papiers mystérieusement disparus.

Le site de Chooz retenu pour une seconde centrale nucléaire

Les habitants de Chooz s'étaient opposés à ce projet dans le cadre d'une consultation communale organisée au début du mois de mars dernier. Le conseil municipal est également opposé à ce projet. La commune a déjà deux tranches de 300 Mégawatts sur son territoire.

Le détecteur de radio-activité du Grand Serre (Drôme) a accusé samedi matin, pendant une vingtaine de minutes, une radio-activité anormale de huit millirem, soit trois de plus que la D.M.A. (dose maximum admissible). Selon la préfecture de la Drôme, il ne semble pas que cette pollution soit due à des rejets éventuels d'usines voisines. La région est granitique et il n'est pas impossible qu'il s'agisse d'un phénomène géologique avec radio-activité naturelle.



guide écologique de nantes

Le guide écologique de Nantes...
Qu'est ce que c'est ?

1 Un plan général des lignes de bus qui montre au plus endurci des automobilistes que le réseau a tout de même un peu changé depuis qu'il a décidé une fois pour toutes d'user et d'abuser de son auto tant qu'il n'y aurait pas "de transports en commun nombreux, rapides, fréquents et confortables"...

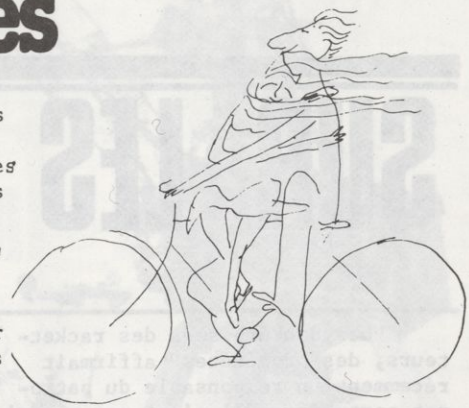
2 Plusieurs plans particuliers montrant comment gagner en bus :
- les jardins publics et la campagne le dimanche.
- les théâtres, cinémas, centres socio-culturels, le soir ; ce n'est pas forcément facile (faute d'usagers suffisamment nombreux), mais c'est possible.
Nous montrons que celui qui n'utilise pas de voiture en ville n'est pas un "captif".

3 Des schémas suggérant de gagner en bus l'origine d'un sentier pédestre et de prendre une autre ligne pour le retour sans revenir sur ses pas ; même chose, mais en train et plus cher, malheureusement : pour ceux qui veulent se promener à vélo sans commencer par 10 Km de banlieue.

4 Plus largement des constatations et revendications sur la situation qui est faite aux piétons, cyclistes usagers des transports publics dans l'agglomération de Nantes.

5 Des adresses, plusieurs pages d'adresses pour ceux qui veulent manger, habiter, se soigner autrement. Des adresses officielles pour avoir ce qui existe et des adresses militantes pour promouvoir autre chose.

6 Un guide bon marché 5F seulement, et maniable, réalisé par la "commission urbanisme" des Amis de la Terre et édité comme supplément à ce N° de l'APL. Il complétera utilement les guides de Nantes déjà existants, en général des plans-répertoires, nettement plus chers. (de 10 à 15 F.), le plus complet, réalisé par les "Retraités de la Police"... est passé de 14 à 25 F. entre la 13° et 14° édition (1979) : beaucoup de publicité en plus, mais quelques renseignements en moins, par exemple, le détail des accidents de la circulation urbaine à Nantes qui montrait clairement que la voiture-et non la criminalité- y

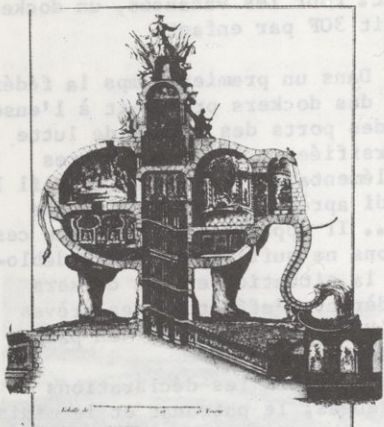


est la principale cause de mort violente...

Pourquoi ce guide ? Vous le saurez en lisant -après l'avoir acheté- la page 2 à l'intérieur de la couverture.

Qui sont les AMis de la Terre de Nantes ? Réponse à la dernière page à l'extérieur de la couverture. Est-il parfait et complet ? Certainement pas. Envoyez-nous critiques et suggestions : ce sera utile pour les éditions suivantes ■

Guide écologique de Nantes.
en vente dès aujourd'hui 5F, partout où l'APL est présente.



contre-memento

EDF

EDF a submergé l'agglomération nantaise d'un memento pratique sur la centrale du Pellerin. Face à cette luxueuse propagande, nous répliquerons par un contre-memento dont un premier tirage sera effectué à l'occasion de la fête du Soleil le 24. Il y sera vendu au prix de 2 F, le bénéfice assurant une distribution gratuite ultérieure et une aide à APL. Vous pouvez participer à notre effort en faisant circuler largement la brochure, spécialement auprès des personnes sous ou mal-informées du danger nucléaire.

N.O.U.S.



5. Solanées
(Pomme de t.)



expo douce a Rennes

RENNES jusqu'au 7 juillet:
EXPOSITION SUR LES ENERGIES
DOUCES EN BRETAGNE -
Maison de la Culture. Pour tous renseignements, s'adresser aux Amis de la Terre de Rennes 73, rue de Chateauciron (permanence le mercredi de 18 h à 20 h).



St-Nazaire

SUR LES QUAIS

"Les dockers sont des racketteurs, des proxénètes" affirmait récemment un responsable du patronat portuaire. "Il n'est pas normal que les dockers puissent impunément sans raison valable, par esprit de démolition systématique, ruiner les ports français" renchérissait Mr MORVAN, de la Chambre de Commerce de St Malo.

Dans les journaux, à la télévision et à la radio, les patrons des ports le Ministre des Transports se bousculent pour faire des déclarations fracassantes de la même tenue. Une telle vigueur, de telles insultes surprennent. Quel est donc l'enjeu de la grève actuelle de tous les dockers français ?

Le syndicat CGT des dockers de St Nazaire a tenté d'apporter des réponses à cette question dans une conférence de presse et un document de réflexion de 9 pages très instructif. Il n'est pas inutile d'abord de revenir aux origines du conflit.

En novembre 1978, la fédération CGT des dockers propose à l'UNIM (le patronat des ports) la discussion d'une plate forme revendicative (calcul de la retraite, augmentation du garanti, paiement des jours fériés ou tarif des congés payés, augmentation du nombre de jours de congés payés, augmentation du nombre de jours de congés payés de 24 à 30, création d'une caisse d'oeuvres sociales sur la base du tonnage manutentionné).

Il n'y eut même pas l'annonce d'une négociation, le patronat affirmant : "Nous ne discuterons pas de cette plate forme, si vous ne nous laissez pas réduire les effectifs dockers dans une grande proportion". Quelques rencontres ont lieu au cours du mois de décembre pour constater l'inflexibilité de la position patronale. Depuis c'est la guerre.

Si le patronat veut la guerre, s'il soumet toute négociation à une réduction énorme des effectifs c'est qu'il veut casser l'organisation des dockers et leur statut.

dockers ?

Depuis une loi de 1947, les dockers ont en effet un statut particulier dont voici les grandes lignes.

Un docker ne peut être embauché ni licencié sans l'avis d'une commission paritaire.

"Les patrons ne se considèrent pas comme des patrons à part entière et ils se plaignent" notait un docker de St Nazaire. Et puis la loi de 1947 organise le système de "l'intermittence".

Il n'y a pas du travail tous les jours sur un port. Un docker peut rester plusieurs jours sans travailler avant que des bateaux accostent. La loi de 1947 prévoit donc un système de garantie : pendant 150 jours par an, une indemnité (le garanti) est versée à chaque docker qui ne travaille pas. "Ce n'est pas le Pérou mais ça permet d'acheter le bifsteack".

Actuellement le garanti est à 84,80F par jour. La loi de 1947 reconnaît aussi l'existence de dockers professionnels dont le nombre maximum est fixé pour chaque port.

Tous les jours, un contrôleur d'embauche, choisi parmi les dockers, répartit le travail; s'il y a trop de travail pour les professionnels on fait appel à des "occasionnels".

Ainsi à St Nazaire, il existe 100 professionnels et 25 à 30 occasionnels réguliers que le syndicat aimerait voir titulariser.

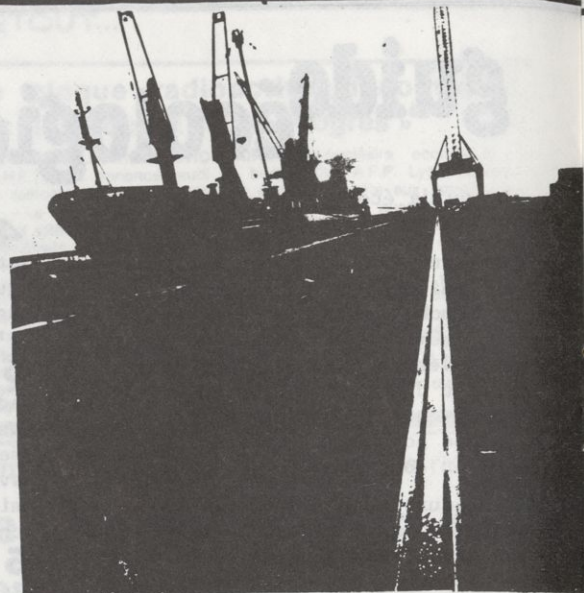
A St Nazaire toujours, il y a une rotation du contrôleur d'embauche et est supprimé tout danger de favoritisme.

Un planning a été établi par les dockers eux-mêmes et assure à chacun un temps de travail similaire dans l'année.

Enfin, pour l'instant il n'existe qu'un syndicat, la CGT, détenant le monopole de l'embauche. Cette situation embarrasse le patronat des ports qui ne se prive pas de dire son intention de vider la loi de 1947 de son contenu.

la guerre

Les revendications des dockers sont négociables. Elles ne sont pas



utopiques mais s'inscrivent dans le droit fil de la loi de 1947 :

- que le garanti passe de 84,80F à 101F/jour.
 - que les journées d'emploi soient intégrées dans le calcul des retraites.
 - que les jours fériés soient payés à partir de la moyenne réelle des salaires perçus et non plus sur la base arbitraire de 83,10F.
 - qu'une caisse d'oeuvres sociales soit créée à partir du tonnage déchargé.
- Aujourd'hui un docker partant à la retraite touche un pécule insignifiant. Pour les vacances, un docker reçoit 30F par enfant.

Dans un premier temps la fédération des dockers proposait à l'ensemble des ports des formes de lutte diversifiées : refus des heures supplémentaires, refus du travail le samedi après-midi et le dimanche etc... Il apparut très vite que ces actions ne suffiraient pas à débloquer la situation et les dockers décidèrent d'effectuer des grèves de 24H et maintenant de 48H par semaine.

En face, outre les déclarations tapageuses, le patronat et le ministre ne restaient pas inactifs. Le 24 avril, ils décrètent une journée "ports morts" et 17.000 dockers sont lockoutés.

De l'aveu même des armateurs le bilan de cette journée est lourd : 200 bateaux immobilisés à 40.000F la journée, soit 800 millions. Les syndicats ont calculé que cette somme correspondait au relèvement de l'indemnité de garantie pour plus de 2 ans !!

Dans la région, le 24 avril, les patrons avaient convié la presse à une conférence dans le palace de la Baule, l'HERMITAGE.

Ils furent un peu surpris de voir débarquer les dockers de St Nazaire et en restèrent tout penauds. Les armateurs parlent aujourd'hui de détourner les bateaux français vers l'étranger pour une journée "ports vides".

Enfin, il est question de présenter un projet d'abrogation de la loi de 1947 devant l'Assemblée Nationale

L'enjeu

Il faut aller plus loin. Les armateurs, les patrons des ports le gouvernement veulent briser l'organisation des dockers en réduisant d'un tiers les effectifs et en démantelant le statut. Dans les années 50, les dockers étaient 44.000. Ils sont aujourd'hui 17.000 et les patrons voudraient réduire ce nombre d'un tiers. Certains, et ce n'est qu'un exemple, auraient dit : "Il faut supprimer le port de DIEPPE".

Le travail de docker a changé. Nous n'en sommes plus à l'image du gros bras, du baraqué. Le métier est devenu plus technique, l'appareillage plus perfectionné. A St Nazaire le syndicat a mis en place une formation permanente aux nouvelles techniques. Et en même temps les tonnages déchargés ont augmenté : 53 856 825 tonnes en 1967, 89 090 000 en 1977. En 10 ans la productivité a augmenté de 62% ! Le patronat français ne s'estime pas satisfait et invoque l'exemple d'autres ports européens.

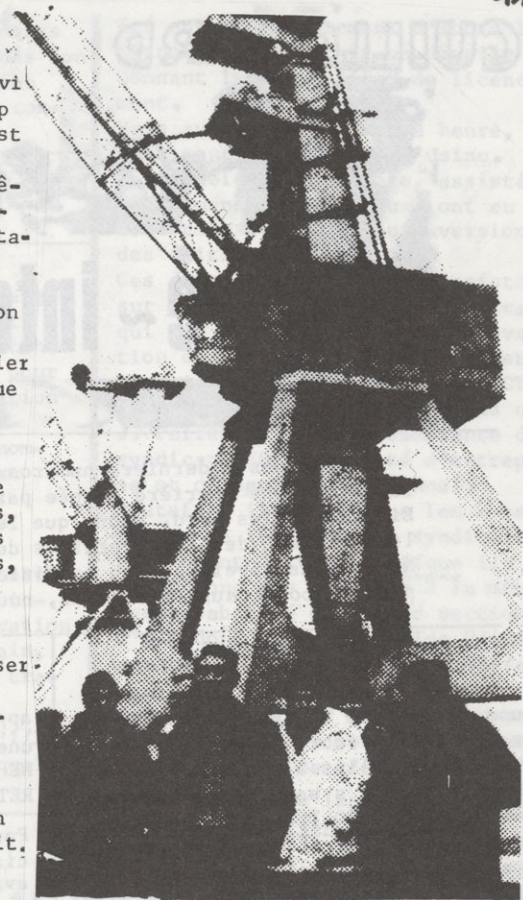
Bien entendu, les profits ont suivi la même courbe : produire beaucoup plus avec moins de personnel, c'est tout bénéfice.

Or le statut actuel des dockers gêne. Payer des gens qui ne travaillent pas, c'est aux yeux des capitalistes, du gâchis.

Au lieu de soulager la charge de travail, de répartir l'augmentation des richesses entre les travailleurs (à défaut de se les approprier totalement...) le progrès technique vient enrichir les parasites : les capitalistes.

Briser la résistance ouvrière en brisant le syndicat des dockers, casser le statut, dresser les uns contre les autres les travailleurs, tels sont les moyens utilisés. On notera qu'ici comme ailleurs, le patronat n'hésite pas à faire appel à FO pour affaiblir et diviser. La grève des dockers vient après Dubigeon, Brissonneau, la sidérurgie et tant d'autres conflits, montrer la réalité du libéralisme économique : casser les reins des ouvriers pour faire un avenir à un système économique qui s'essouffait. Est-il déjà trop tard ?

G.D



defaites le pont !

Que s'est-il passé le 7 juin à la fin de la "manifestation populaire" contre le péage du pont de St. Nazaire ? Un peu de casse, certainement (des vitres du bureau de péage), des bombages, des feux de signalisation peints en vert. Pas de quoi fouetter un chat. Bien sûr, les flics sont intervenus aussitôt. Il était 22h 30 et il ne restait sur le pont qu'une poignée de manifestants. Ils en ont interpellé 6, dont 3 mineurs, et les ont relâchés au matin. On ne sait pas encore s'ils seront poursuivis et si oui, pour quels motifs. L'exemple parisien conduit leurs amis à rester mobilisés et un Comité de Défense devait se mettre en place.

Cette affaire a surtout mis à jour autre chose : la cassure profonde entre la gauche reconnue et une frange active d'inorganisés. Après les interpellations, les organisateurs (CGT, CFTD, FEN, cscv, FNMIP, APF, PS, UDB) de la manifestation ont publié un communiqué mitigé où ils condamnent "la provocation"

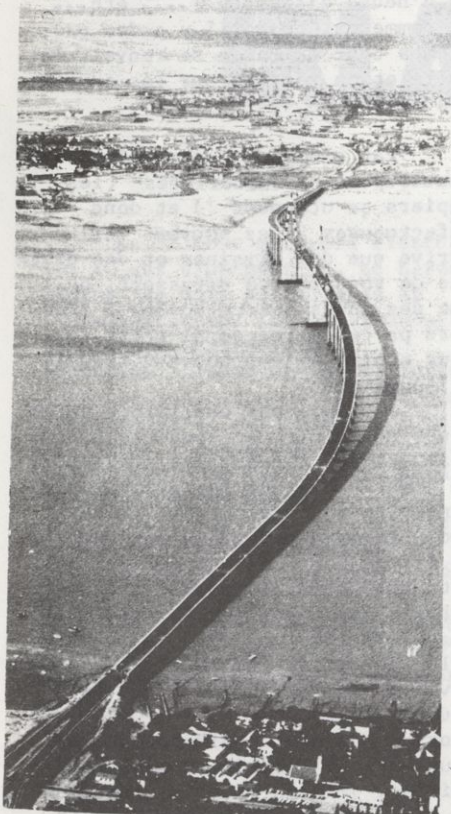
mais aussi, et en termes assez vifs, l'intervention policière.

On attend de voir leur attitude s'il y a des poursuites. Pour sa part, le PC (qui n'appelait pas à la manif) et le mouvement de la Jeunesse Communiste ont chaussé leurs gros sabots : les casseurs sont des "provocateurs manipulés".

Au delà de l'évènement, on a le sentiment d'une atmosphère oppressante à St. Nazaire. C'est l'affaire du squatt d'une maison municipale où les flics sont intervenus à la demande de la municipalité de gauche, ce sont les incidents dans les boîtes avec la CGT et le PC, ce sont les rumeurs de dénonciation des "inorganisés" - par qui ? on ne sait pas, c'est la présence policière, le soir dans les cafés, à la sortie des cinémas. C'est surtout le rouleau compresseur de la gauche installée qui aplatit les oppositions, exclut les voix discordantes et s'enfonce dans le conformisme.

Les réveils seront peut-être douloureux. A suivre.

G. D.





ré-intégration des délégués !

Dans nos 2 derniers numéros nous avons rendu compte du conflit de chez Guillouard : la main d'une ouvrière coupée par une presse déclenche une grève générale dans l'entreprise. Dix jours plus tard, alors que le travail a repris depuis 2 jours, la direction demande le licenciement des 2 secrétaires des sections syndicales CGT et CFDT. Nous avons développé les conditions de travail et le déroulement du conflit. Cette semaine en plus du point sur le conflit, nous allons décrire l'organisation quotidienne du travail.

Guillouard est principalement une entreprise d'étamage et galvanisation. Elle fabrique des lessiveuses, des moulins à légumes, des bassines, des seaux, des abreuvoirs de 3,5 10 et 20 l, des arrosoirs, des gratte-pied et des lanternes marines... Tout cela a partir de plaques d'acier, qui, une fois mises en formes seront galvanisées ou étannées, après c'est l'expédition.

aux lanternes

"Moi, je travaille dans l'atelier des lanternes marines", raconte une ouvrière, "En temps normal on en fait 4000 par jour à 2 équipes. Une du matin, une de l'après-midi, mais il arrive qu'il y ait de fortes commandes alors c'est arrivé qu'on en sorte jusqu'à 7000 dans la journée.

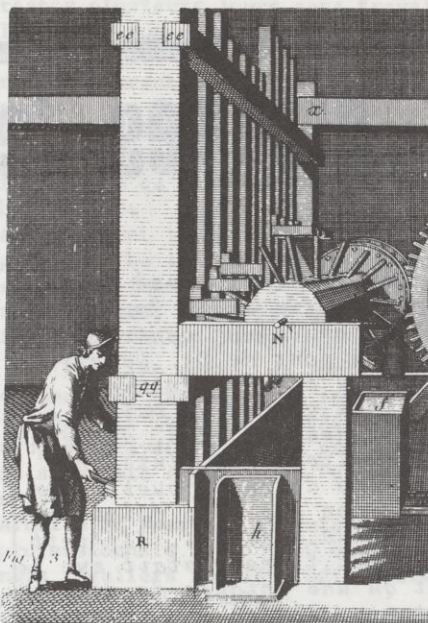
Ce travail en équipe concerne 200 ouvrières. Au début on nous a demandé notre avis, mais finalement c'est la direction qui a décidé celles qui travailleraient en équipes. (5H-13H30 ou 13H30-22H), on travaille 8H et on a la 1/2H de casse-croute payée et un panier.

Avec 5 ans d'ancienneté je touche 2050 Frs par mois et en plus j'ai 400 Frs de prime d'équipe. L'organisation du travail elle date vraiment du siècle dernier et elle n'a jamais été revue : l'acier des lanternes est découpé en bas, puis il monte à l'étage pour la fabrication, la lanterne redescend à l'étamage, après quoi elle remonte pour l'équipement et enfin redescend pour l'expédition.

Certaines machines sont encore actionnées par des roues de bois. Le plus inadmissible c'est l'état de l'atelier du 1er étage : il y a des lattes de plancher entières qui manquent. A un endroit y'a un trou large d'au moins 30 cm. Et le pire c'est que les chariots passent par là pour récupérer les lanternes".

"Mercredi dernier, on a vu apparaître une nouvelle pancarte sur une machine de l'atelier :
NE PAS METTRE EN ROUTE. L'OUTIL
RETOMBE APRES L'ARRET.

Pourtant avant l'accident de Patricia, on l'avait dit au chef et il avait toujours dit que ce n'était pas vrai !"



le travail

Les ouvrières des lanternes sont presque les seules à avoir le même travail tout au long de l'année. "Guillouard fourni l'Afrique en lanterne". Sinon c'est suivant les besoins de la production que les ouvrières sont placées à telle ou telle place. Ainsi elles connaissent une grande partie du travail qui se fait dans l'usine : soit hors chaînes comme la découpe de l'acier pour tous les accessoires ou le fil de fer à arrondir pour les anses... soit sur les chaînes comme le sertissage par exemple.

C'est la contrôleuse en bout de chaîne qui fixe les cadences, pour les seaux il faut en faire 150 à l'heure. Une autre ouvrière ajoute : "justement il y a un problème dans l'organisation du travail parce que avant on avait un contremaître et un chef d'équipe par atelier. Alors les contremaîtres regardaient le travail.

Ils s'intéressaient à la production sur les machines. Maintenant, c'est tout sur le papier. D'abord les patrons ont réduit les effectifs dans la maîtrise, il reste un contremaître pour 3 ateliers et leur travail consiste principalement à contrôler la vérité des prix établis pour voir réellement à combien revient chaque article en tenant compte du nombre d'heures du monteur sur la machine + nb d'heure d'attente +.... etc... et comme ça, quand il y a des problèmes tout le monde se renvoie la balle et ça retombe sur les ouvrières".

"Par exemple, les machines sont beaucoup moins surveillées (les papiers ça occupent !) et donc défectueuses assez souvent : il arrive que des dizaines et des dizaines de soudures se défassent, ou que des anses soient posées à l'envers parce que personne n'est là pour expliquer son nouveau travail à l'ouvrière".

"Il y a 6 mois une ouvrière a eu le pouce coupé par une soudeuse à air. J'ai été étonnée par cet accident. Un jour en faisant les grilles de mangeoire à poussin, j'ai failli avoir la main coincée à mon tour : le fil de fer qui sert aux grilles est passé dans un produit à base d'huile pour empêcher la rouille. Quand l'huile chauffe à la soudure, elle fond et se répand il faut l'enlever de la machine pour que la soudure prenne.

Alors que j'actionnais la pédale pour arrêter l'outil et passer un chiffon, j'ai eu la main coincée et là j'ai compris que c'était l'air

qui commandait la force et non la pédale comme sur d'autres machines. Alors quand même il faudrait que les ouvrières soient prévenues de changement pareil !"

"Fin 78, la direction a embauché 150 ouvriers, ça a été très dur pour eux, parce que les chefs ne prenaient pas le temps de leur montrer le travail et aussi à force d'être dans les papiers ils ne connaissent plus les machines. Ce sont les ouvrières qui ont été obligées de les aider, mais elles n'ont pas beaucoup de temps. Après on entend dire : "Qu'est-ce qu'on a embauché comme croutes". "Un autre exemple qui est même grotesque, c'est de voir les cadences qu'on nous demande alors que parfois on attend 1H ou plus des paniers pour y mettre la production ou encore on perdra 1H avec une panne, ou le réglage d'une soudeuse. Tous ces temps d'attente figurent sur nos feuilles de chaîne. Avant on nous enlevait 50cts de 1' heure dans ces cas là. Un jour j'ai refusé de faire le rangement autour de moi pour pas perdre 50cts de 1'heure. Ca c'est fini au bureau. Et à force de petites résistances comme ça on a obtenu que tous ces temps soient intégrés à la prime".

On pourrait encore ajouter qu'à GUILLOUARD aucune femme n'est chef d'équipe. Elles sont toutes ouvrières, 400 environ, et gagnent toutes moins cher que les hommes. Ici le balayeur homme gagne plus cher que les OS2 femmes.

Archaïque usine dans ses accidents du travail, Archaïque usine dans son organisation, Sauvage répression syndicale : voyons du côté du conflit.

les debrayages

- Vendredi 8 juin.

Une assemblée générale, largement suivie par les ouvriers et ouvrières de Guillouard s'est tenue à l'extérieur de l'entreprise pour faire le point de la manifestation de jeudi, et écrire une motion pour les métallos venus très nombreux et pour la 1ère fois aux portes de Guillouard.

- Mercredi 13 juin.

Une autre A.G a eu lieu cette fois-ci dans l'usine pour une information concernant la convocation des 2 délégués pour le lendemain, jeudi matin à l'inspection du travail.

- Les débrayages quotidiens d'1/2 H ont continué très suivis par quelques 120 ouvriers.

inspection du travail

Dans le cadre de son enquête contradictoire l'inspecteur du travail, Audoin, a convoqué les patrons, Mrs Sirvin, Vigneron, Hervouet et les 2 délégués Mr Leclair et Mme Pelletier. Ils ont

été entendu séparément d'abord les patrons qui ont fait un dossier donnant leurs "motifs" de licenciement.

Mais au bout d'une bonne heure, ils s'en sont retournés à l'usine. Les 2 délégués ensemble, assistés de permanents syndicaux, ont eu à leur tour a donner leurs versions des faits.

Ces derniers ont surtout insistés sur l'acte de répression syndicale qui est pour eux l'unique motivation de cette affaire : en effet, Leclair est délégué syndical CGT et délégué du personnel tandis que J. Pelletier est représentante du syndicat CFDT au Comité d'entreprise et déléguée du personnel. Toutefois ils sont tous les 2 secrétaires de leur section syndicale. D'un point de vue juridique ils n'ont donc pas tous les 2 la même responsabilité dans leur section. C'est donc directement les "dirigeants" syndicaux qui sont visés.

Les 2 partis ont été convoqués vendredi matin à nouveau séparément. La conclusion de l'enquête de l'inspecteur est que les deux délégués doivent être réintégrés.

Les deux délégués recevront cette décision par lettre recommandée lundi matin. Espérons que les patrons s'en tiendront là.

Affaire à suivre, la semaine prochaine.

M.N.S.

IRLANDE

"Le 12 Août marquera bientôt les 10 ans d'occupation, de harcèlement, de vol, de pillages et d'assassinat sur le sol irlandais par l'armée britannique.

Le comité Irlande de Nantes lance l'invitation à toutes les personnes estimant qu'il est nécessaire de souligner l'évènement de la contacter en vue d'un festival ou gala de soutien à cette date.

- Nous appelons tous les artistes (tant musicaux que picturaux et autres), toutes les personnalités détenteurs de salles, tous les syndicats, profs d'anglais, anciens résistants, associations et autres partis politiques, colleurs d'affiches

écrire (ou mieux) se déplacer et venir au : Comité Irlande, 1 place Major, 44 400 Rezé.

■ Les gens désireux d'aller cet été, taquiner la truite en Eire ou gratter leurs accords de guitare en Ulster, seront les bienvenus,

■ Au cinéma le celtic, 12 bis rue des Carmélites le 19 juin 20H30 à Nantes, dans le cadre de la quinzième celtique, le Comité Irlande de Nantes, profettera le film : "PATRIOT GAME".

Ce film récent (avril 79) sera suivi d'un débat au début duquel, Amnesty International présentera ses dossiers des résultats d'enquête sur la torture perpétrée par les britanniques en Ulster et sur l'Eire.

- 20H30 le 21 Juin, réunion du comité Irlande de Nantes dans les locaux de l'APL."





**CRÉDIT
AGRICOLE**

DEFENSE DE S'ORGANISER POUR DESOR GANI SER



On se souvient du mouvement de grèves mené par les salariés du Crédit Agricole pendant 15 jours, le mois dernier.

Ceux-ci réclamaient en particulier une meilleure égalité entre tous dans la répartition des primes. La direction, appuyée par la FDSEA, a tout bloqué, tout refusé, rien négocié...

Mais cela ne suffisait pas. Il lui fallait des mesures de représailles. 5 grévistes dont 4 délégués apprennent mardi leur licenciement. 3 autres se voient poursuivis en justice.

Les motifs invoqués valent la peine d'être examinés (11 en tout).

- Occupation illicite des locaux (informatique).
- Entrave à la liberté du travail.
- Pénétration par effraction dans des lieux privés.
- Entrave à la libre circulation (blocage des guichets et de l'informatique).
- Injures et diffamation dans les tracts.
- Entrave aux règles de sécurité (fenêtre de l'imprimerie restée ouverte).
- Non respect d'une décision de justice (ré-occupation du centre d'informatique).
- Entrave à la circulation (blocage de l'entrée par une voiture) et les trois plus extravagantes :
 - Appel politique à la grève de la Caisse Régionale. (suite à l'intervention des flics).
 - Attente à l'ordre de l'entreprise (occupation du bureau du directeur)
 - Organisation de la désorganisation de l'entreprise !!!

Solidarité dans tout l'Ouest.

Jeudi dernier, le Conseil d'Administration de Vendée se réunissait pour entériner les mesures de la Direction. C'est ce jour-là que la CFDT appelle à une GREVE GENERALE en Vendée et dans tout l'Ouest.

Plusieurs centaines de grévistes de tous les départements de l'Ouest (des Côtes du Nord jusqu'à la Vienne) convergent vers leur camarades devant le luxueux bâtiment en verre de la Caisse Régionale. Chaque délégué arbore une étoile jaune, ce qui provoquera l'effroi du directeur, fils de déporté !...

Après plusieurs heures de délibérations, le Conseil d'Administration cède en partie en annulant les décisions de licenciement mais en les transformant en mutations et rétrogradations de postes entraînant des pertes de salaires de 250F à 900F pour les 8 "otages". Les grévistes présents décident en A.G de refuser ces demi-mesures qui sont une insulte au droit de grève.

Ils maintiennent leur ordre de grève pour le lendemain et une journée NATIONALE est prévue pour la semaine prochaine. (Grève de 24h) Une manifestation se forme dans la Roche qui se dirige (une fois de plus) sur la Préfecture qui reçoit une délégation.

La grève illégale en Vendée ???

Avec le Tribunal de Commerce où 6 grévistes sont licenciées, et le Crédit Agricole, c'est tout le patronat vendéen qui relève la tête pour briser la combativité des travailleurs.

La solidarité est à la mesure de cette attaque. Paysans-travailleurs salariés de l'Agriculture, grévistes du Tribunal de Commerce étaient présents jeudi matin avec les grévistes du C.A.

Chacun sent que céder maintenant, c'est reculer pour longtemps sur les droits fondamentaux de se syndiquer et de faire la grève. ■

Les revendications déposées.

Le 1er Juin dernier, les 9 secrétaires UNANIMES déposent leurs revendications :

- 3000 F par mois (elles touchent actuellement 2081 F/mois net).
- Embauche de personnel supplémentaire.
- Fermeture du service à 17H pour permettre de terminer les travaux journaliers (comptabilité, classement).
- Explications sur le versement des 1,76% à la Caisse de Retraite Complémentaire.
- 13 ème mois.
- Suppression du délai de carence de 3 jours en cas de maladie.

GRÈVE NATIONALE
DES CRÉDITS AGRICOLES
JEUDI 21



HERREMANS EN APPEL



Hier, à Nantes, aujourd'hui à Caen, Procès en Appel d'un Educateur -

Les Syndicats départementaux 44 CFDT, Santé-Sociaux, et CGT, Enfance-Inadaptée, ainsi que le Comité de Soutien à Ph. Herremans, lancent un ultime appel à aller à Caen vendredi prochain 22 juin pour manifester contre la condamnation à 1 AN DE PRISON FERME de Ph. HERREMANS.

Si cette peine est confirmée en appel, notre camarade sera incarcéré même s'il se pourvoit en cassation. Nous ne pouvons laisser faire cela, alors que le dossier d'inculpation est vide. Nous savons également que cette condamnation est un exemple type de répression anti-syndicale pour masquer la mauvaise gestion

d'une association loi 1901 qui se sert de la sexualité comme prétexte. La mobilisation s'accroît à travers le pays: La Fédération Nationale Santé-Sociaux CFDT a lancé un mot d'ordre de grève de 24 h et invite à manifester à CAEN le 22 juin.

Malgré la proximité des collèges il faut réagir en masse ce jour-là. Rappelez-le autour de vous! Un transport par autocar est prévu pour aller à Caen, vous pouvez encore retenir des places en téléphonant au Syndicat Santé CFDT entre 18 h et 20 h chaque jour. Tel. 73.45.71. La participation est de 20 F Aller-Retour. Départ à 8 h du parking du Champ de Mars. L'audience se tient à 14 h au Palais de Justice de Caen.

à propos de "L'AIR DE LA CALOMNIE" apl n° 63

COMMUNIQUE DE PRESSE.

La CFDT, et en particulier la CFDT Cheminots ayant été mise en cause dans l'article "L'air de la Calomnie" paru dans A.P.L N° 63, le bureau du syndicat des Cheminots CFDT apporte les mises au point suivantes :

- 1°) Cet article nous est apparu subjectif et tendancieux à plus d'un titre :
 - l'anticléricalisme primaire qui s'en dégage.
 - une certaine culpabilisation des parents d'enfants handicapés.
- 2°) Les adhérents Cheminots CFDT comme tous les adhérents CFDT ont toute liberté d'établir les relations humaines de leur choix sans que cela ait un quelconque rapport avec les positions de l'organisation CFDT ou d'un syndicat de la CFDT.

3°) Cet article soulève un problème de fond qui doit être discuté et clarifié dans les structures de l'organisation concernée à savoir : En matière d'enseignement et d'éducation et en particulier en ce qui concerne les centres spécialisés, QUI, des parents ou des éducateurs détient le pouvoir de décision et de contrôle sur tout ce qui touche l'éducation et l'instruction de ces enfants et QUELLE est la place de ceux ci ??

Le Bureau Syndical.

CFDT. Union Professionnelle Régionale des Syndicats de Cheminots de la Région de Nantes.
37, rue Lamoricière 44041 Nantes Cedex.

RAPPEL:

Dans l'APL NO. 63 paraissait un article sur l'Institut pour jeunes aveugles des Hauts-Thébaudières: "nouvelle 'affaire' d'éducateurs à Nantes. Une banale histoire de crottes en chocolats qui s'amplifie dans une atmosphère confinée de pensionnat".

Le passage incriminé, mis entre guillemets, est un extrait d'interview d'un éducateur lui-même syndiqué à la CFDT. Voici ce passage:

"Sur fond de peur, le divorce se consomme. Sur fond de peur et de blessure, se cimente la solidarité entre parents.

"Une solidarité qui passe avant la solidarité de classe, m'indique un éducateur des Papillons Blancs où les parents participent à la gestion.

Lorsque nous avons fait grève, j'avais de fréquentes discussions avec un père cheminot CFDT. Eh bien, il me disait se sentir plus proche d'un parent ancien directeur de Carnot-Basse-Indre que de moi".

Il ne s'agissait évidemment pas dans l'article de mettre en cause quelque section syndicale que ce soit. Simplement poser un problème - effectivement "de fond" - sans en masquer les contradictions et, est-il utile de le préciser sans prétendre le résoudre.

Quant à l'anti-cléricalisme qui pourrait se dégager de cet article, qu'il soit "primaire" ou non, je le revendique entièrement. Il colle trop à n propre histoire.

Ph. B.

metro troupo dodo

Nous sommes temporairement au CFPPA de Montmorillon recevant une formation de bergers-bouvier. Après toutes les difficultés rencontrées dans ce style d'enseignement, voilà aujourd'hui que l'avenir d'un berger est compromis pour une porte.

Mercredi 6 juin.

Exclusion de Dominique Sautier d'un chantier de travail (dans ce centre, les stagiaires effectuent 4 après-midi par semaine, des chantiers extérieurs en partie chez les gros propriétaires du coin : travail gratuit !... remboursement seulement des frais d'essence !...).

Jeudi 7 juin.

En soutien, 30 stagiaires refusent de suivre les cours sans tenir compte de la menace de la direction : suppression de la session.

Or l'expulsion n'est pas justifiée car aucune faute professionnelle n'a été commise.

Dominique reconnaît avoir forcé la porte de sa chambre, ayant perdu ses clés. La direction lui reproche aussi d'avoir campé sur la pelouse. A la rigueur on accepterait une expulsion de l'internat et réparation des dégâts. Par ailleurs, aucune clause du contrat ne stipule le renvoi d'un stagiaire du centre pour de tels motifs.

Vendredi 8 juin.

Sous la pression abusive de la direction qui s'est vu acquérir tout pouvoir pour expulser les grévistes, le groupe de soutien est contraint à reprendre les cours. Pas le droit de grève, pas de statut spécial, 3 jours d'absentéisme suffisent pour un renvoi des 21 grévistes qui de plus, doivent

DESSIN HUMORISTIQUE N° 2085



rembourser la totalité des salaires perçus depuis le début du stage. Expulser 20 stagiaires qui n'acceptaient pas que Dominique, supporte les erreurs des précédents stagiaires pour l'exemple. C'est une "porte ouverte" aux abus de la direction qui mène son combat pour sauver son intégrité et sa réputation en oubliant les rapports humains, et en refusant systématiquement dès le 1er jour le dialogue entre stagiaires et professorat. L'action ayant été anéantie par des pressions aux lourdes conséquences, nous choisissons d'élargir notre lutte et d'alerter l'opinion publique.

Le Groupe de Soutien à Dominique Sautier.

wouah la crise! apl

AG DES LECTEURS

Une assemblée générale de l'APL se tiendra mercredi 20 juin à 21h, 26 bis bd. R. Schuman pour faire un bilan avant les vacances.

La dernière AG nous avait surpris par le nombre des participants et l'accord général sur la nécessaire survie du journal. Le collectif espérait que les commissions (urbanisme, fête, rapports avec les lecteurs, culture) permettraient d'approfondir les questions seulement effleurées au cours de l'AG. Nous avons dû déchaner. En réalité les commissions n'ont rassemblé que peu de monde et, excepté la commission fête ne se sont pas prolongées au delà d'une réunion. Les raisons de cette désaffection sont multiples et il serait hasardeux d'en tirer des conclusions hâtives. Il est peut-être illusoire de fixer un lieu et une date pour discuter de problèmes généraux en dehors de toute actualité. Il reste que nous espérons une discussion sur les moyens de développer l'audience de l'APL, de toucher d'autres lecteurs, de mêler des publics différents sans tomber dans le ronron journalistique. De ce point de vue notre visite à SUD nous a fourni quelques éléments utiles.

Certains ont proposé de réfléchir sur la possibilité de créer à côté de l'APL, une structure plus ou moins formalisée, genre "Association des amis de l'APL" dont les objectifs seraient la discussion sur la marche du journal et la collecte de fonds (peut-être par des cotisations mensuelles et la prise en charge de fêtes). La question reste à creuser.

L'ordre du jour de l'AG est fixé ainsi:

- bilan de la souscription et de la commission financement.
- bilan des autres commissions et discussion sur les moyens et aussi les risques de l'élargissement (quel public? quels sujets? quel ton?)
- création éventuelle d'une structure collective à côté de l'APL.



affaire de Cheix-en-Retz en appel à Rennes :

PEINES ALOURDIES

La FDSEA, en appel, a vu sa condamnation du 8 novembre 1977 à Rennes confirmée et alourdie de 2000F pour défrayer les frais de justice que la famille Rondineau avait du engagé. On se souvient de cette trop fameuse histoire de bail qui avait, le temps d'un printemps, secoué toute la région de Cheix en Retz. On se souvient du soutien actif de la FDSEA pour amener les époux Rondineau, actuellement âgés de 78 et 70 ans à consentir un nouveau bail aux époux Mouillés, au lieu d'installer leur fils Joël. On se souvient aussi que le tribunal de Nantes n'avait pas apprécié du tout cette prise de position du syndicat. Et bien, la cour d'Appel de Rennes emboîte le pas et considère que les manifs suscitées par la FDSEA "tendaient à jeter le discrédit sur la famille Rondineau" : abus de droit syndical. Elle insiste même lourdement sur le fait qu'"il a fallu, pour parvenir à la mobilisation populaire renforcée dont le syndicat a fait état à l'époque des faits, une intervention active de ses militants joints à ceux d'autres organisations. La Cour aurait-elle une préférence pour les actions clandestines?



SAINTOT SAFER

Jean Saintot avait accepté de céder les terres de la Hertaudière pour aller exploiter 13 hectares de la SAFER à Ballon, ceci en attendant la constitution du GFA.

Or le propriétaire a bien repris les 10 hectares de la Hertaudière, exploitant désormais 99 hectares, mais Saintot se retrouve avec 6 hectares seulement sur les 13 hectares promis. Les 7 hectares restants ne seront libres seulement qu'au 1er novembre.

Comment fera-t-il pour nourrir ses bovins cet été? Comment va-t-il préparer ses réserves pour l'hiver? La SAFER avait promis....

DONGES : 3 ANS APRES

Le 5 avril 1976, à la raffinerie de Donges, un conduit de fumée s'effondre, entraînant dans sa chute cinq ouvriers qui travaillaient au calorifugeage d'une canalisation d'un four porté à 350°. Un incendie se déclarait et cinq hommes périssaient carbonisés.

Trois ans après, un procès de trois jours infligeait des peines aux responsables des deux sociétés jugées responsables: Munch (étude du projet) et Foster-Wheller-France (chaudronnerie qui mettait le projet à exécution). Chacun s'efforça en vain de rejeter sa responsabilité sur l'autre. Raté....

Les condamnations sont tombées: 7 inculpés, tous directeurs techniques ou ingénieurs: peines de prison avec sursis allant de 3 ans et 20 000F d'amende à 6 mois.

Les parents des victimes seront dédommagés, mais la contitution de partie civile par la CFDT n'a pas été reconnue.

APL: DES SOUS (scriptions)

Cette semaine, la souscription a décollé. Du 17 mai au 8 juin, on n'avait reçu que 4125 F, alors qu'en une semaine on a reçu plus de 7000 F. Mais ces derniers jours elle a un peu ralenti; on va peut-être gagner notre et votre pari soit 20.000 F fin juillet pour que l'APL puisse survivre. Cette souscription montre qu'il y a de nombreux lecteurs qui sont prêts à soutenir l'APL (il y a au total 137 personnes qui ont souscrit). Allez, encore un effort!!!!

Le 9 juin:

Jacqueline M	100 F
Lucienne O	100 F
Auguste M	100 F
Michelle G	150 F
Marie Claire A	100 F
Agathe B	200 F
Pierre L	20 F
Didier T	30 F
Brianne R	150 F
Armand T	60 F
Françoise G	100 F
	<u>1230 F</u>

Le 11 juin:

Anne-Marie R.	70 F
Jacques	100 F
Emile R.	300 F
Guy et M. Franç.	152 F
Laurent D	100 F
J. Pierre C.	200 F
Jean F	50 F
Odile L	50 F
Yolande P	30 F
	<u>1052 F</u>

Le 12 juin:

Anne-Marie	10 F
Michel B	100 F
Chantal G	100 F
Gerard L	30 F
Gerard D	200 F
Denis B	50 F
Yvon K	100 F
Dominique D	100 F
Didier D	50 F
Denis L	100 F
Sabine B	150 F
Solange R	100 F
	<u>1090 F</u>

Le 13 juin:

M Anne	10 F
Christian H	30 F
J Luc et Fréd.	60 F
Roselyne	90 F
Jack G	100 F
Samuel C	200 F
Christine F	100 F
Bénédicta B	30 F
Jacques B	110 F
Maryse P	150 F
Jacky G	120 F
Claudine H	200 F
	<u>1200 F</u>

Le 14 juin:

Solange D	150 F
Bertrand et Cath.	100 F
Michele B	200 F
Jean-Paul M	50 F
Daniel B	50 F
Liliane H	60 F
Pierre E	150 F
Françoise F	130 F
Yves M	15 F
anonyme	430 F
André T	100 F
Colette G	100 F
Luc C	150 F
Marc P	70 F
	<u>1755 F</u>

Le 15 juin:

Philippe V	30 F
Colette R	65 F
Xavier C	60 F
Jacky L	20 F
Jean-Paul F	20 F
Gérard O	100 F
Jean Louis J	10 F
Marie-Pierre C	100 F
Marié-Noëlle	52 F
	<u>457 F</u>

Yves B	100 F
D	30 F
anonyme	80 F
Jacques A	100 F
Gilles C	100 F
François P	50 F
Philippe B	52 F
René G	30 F
René B	10 F
	<u>552 F</u>

soit en tout 11.413 F

Aidez-nous à créer à Nantes
L'Unité de Recherche Fondamentale en Information

Chère Madame, Cher Monsieur,

Généreuse et moderne

Pour faire aboutir ce grand projet scientifique et humain, la presque totalité des sommes a déjà été recueillie, mais il nous manque encore quelques fonds.

Votre don, aussi petit soit-il, nous sera donc d'un grand secours.

D'avance, je vous remercie pour le chèque que vous pourrez joindre aujourd'hui à votre carte de générosité, chèque qui concourra peut-être à sauver des personnes qui vous sont chères.

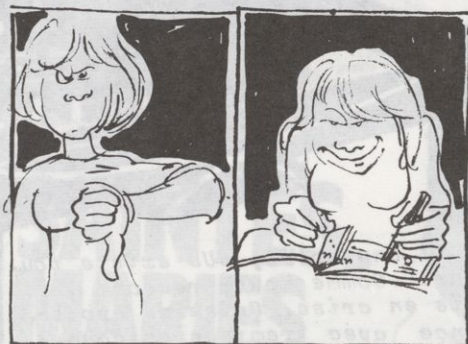
De tout cœur, merci.

L'EQUIPE APL

Venez chercher votre
carte de générosité, au
journal

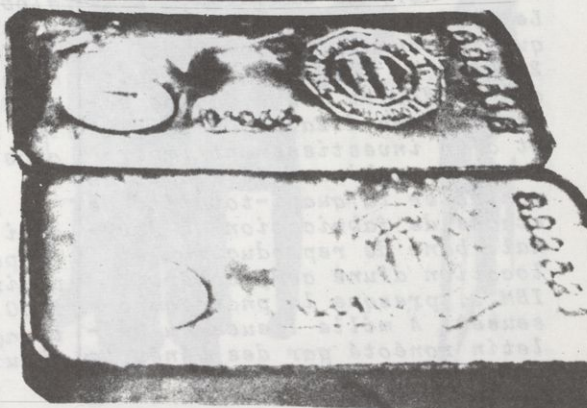
P.S. Pour tout versement supérieur à 50 F, vous recevrez un canard, vous permettant de déduire votre don de votre revenu imposable, à concurrence de 1,5 %. Les entreprises peuvent également déduire leurs dons de leur bénéfice imposable à concurrence de trois pour mille de leur chiffre d'affaire.

SI ON VOUS DIT APL QU'EST CE
QUE VOUS REPONDEZ?



BIFFEZ LE GESTE INUTILE

P.S.: une autre formule de souscription est possible, c'est donner entre 50 et 100 F par mois pendant un an. Cette formule est intéressante pour l'APL qui est assurée d'une rentrée régulière d'argent. Pour cette formule contacter le journal.



apl PLEIN

Sud

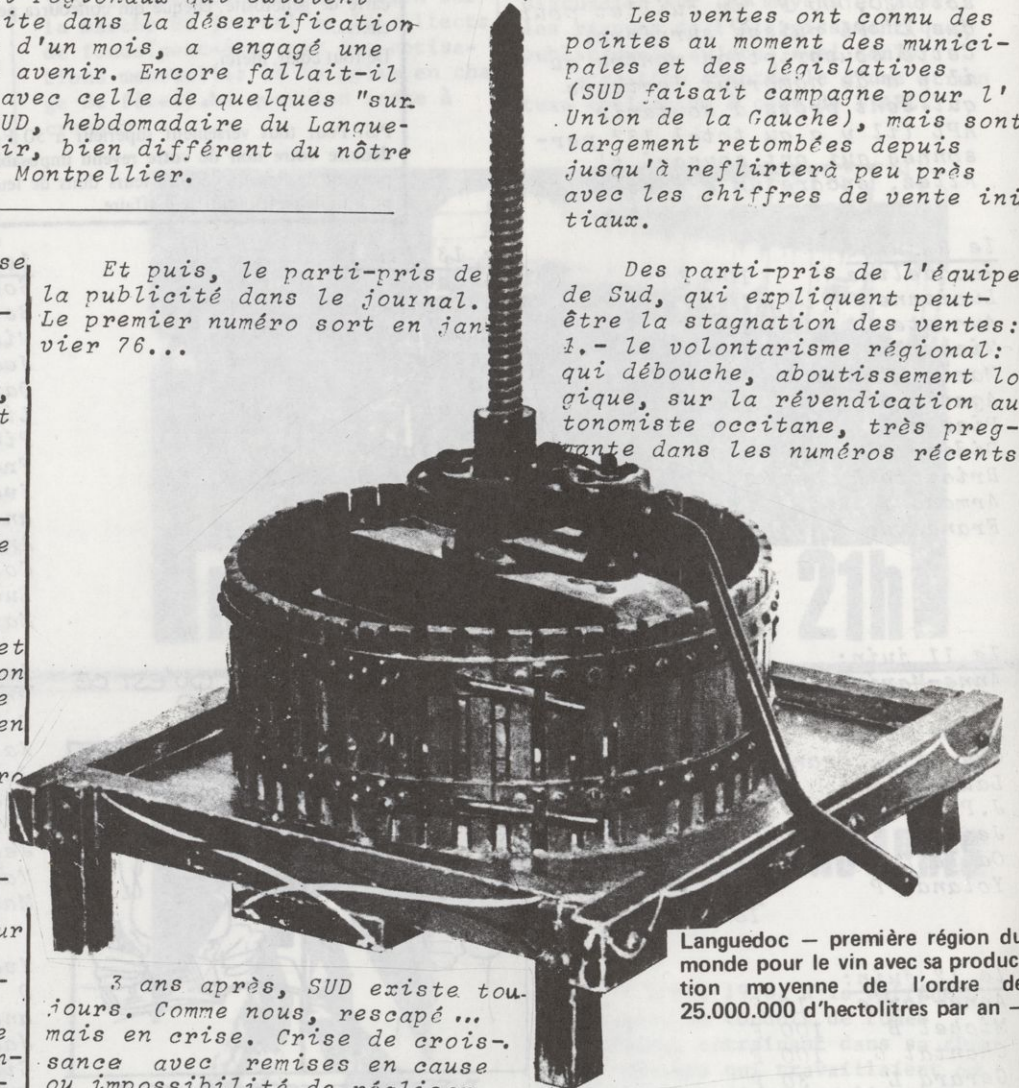
Ces derniers temps, les journaux parallèles ne se rencontrent plus guère. Du moins les quelques segments rescapés de la période euphorique des années 75 où "partout surgissait une presse parallèle d'expression locale (...) avec pour objectif de régler son compte au conformisme de la presse de province". (Nouvel Obs. 2/6/79). Les hebdomas locaux et régionaux qui existent encore, c'est déjà une réussite dans la désertification ambiante. L'APL, depuis plus d'un mois, a engagé une réflexion collective sur son avenir. Encore fallait-il confronter notre expérience avec celle de quelques "survivants". Première étape: "SUD, hebdomadaire du Languedoc". Un projet, on va le voir, bien différent du nôtre. Nous avons fait le voyage de Montpellier.

C'est en 75 que se précise le projet de SUD. Au départ, quelques journalistes en rupture de presse locale. Ils viennent du "Midi-Libre" ou de l'"Express Méditerranées", excroissance (d'autres disent un gadget) qu'avait lancé l'"Express" sur les départements du Sud. Une expérience intéressante mais sans lendemain. Donc, SUD, un projet de "pros" de l'information: Une histoire différente de la nôtre, venue à l'information par investissement militant et nous transformant, conjonction du déclin de l'extrême-gauche et de notre exigence accrue en matière d'info, en semi-professionnels puis en 3/4 de professionnels. Autodidactisme.

Leur moteur? La frustration. "Une indiscutable frustration; voilà la réalité de l'information régionale". Leur créneau: les intellectuels qui, plus que quiconque, ressentent cette frustration. Leur géopolitique? Volontarisme et pari: l'existence d'une entité régionale dont "SUD" serait l'expression. Différence entre un projet régional (exemple plus récent du "Canard de Nantes à Brest") et un projet local (nous).

Le nerf de cette guerre? Le projet se concrétise lorsqu'est réunie une somme de 290 000 F. C'est qu'il s'agit dès le départ d'une équipe salariée (une dizaine au SMIC) et d'un investissement important en machines (il s'agit de contrôler la quasi-totalité de stades de fabrication du journal: banc de reproduction et location d'une compososphère IBM... presque la photocomposeuse). A mille lieues du bulletin ronéoté par des bénévoles

Et puis, le parti-pris de la publicité dans le journal. Le premier numéro sort en janvier 76...



3 ans après, SUD existe toujours. Comme nous, rescapé... mais en crise. Crise de croissance avec remises en cause ou impossibilité de réaliser la percée souhaitée, de dépasser le ghetto des initiés, des fidèles, même si la chapelle n'est pas la même? Insatisfaction: "notre simple existence c'est un succès, mais globalement c'est un échec". C'est la routine qui s'installe (nous parlions pour nous-mêmes de "ron-ron"). C'est l'espérance (folle?) de casser les rythmes, de parler d'autre chose, et différemment.

L'"institution Sud" c'est quoi actuellement? Un hebdo de 20 pages à 4 F50, 4500 exemplaires vendus (dont environ 2500 par abonnements), sur un tirage de 9000 exemplaires (un "bouillon" à peu près de 50 %)

L'hebdo couvre plusieurs départements: Hérault, Gard, Lozère, Aude et Sud-Aveyron... mais le gros morceau des ventes, c'est Montpellier et l'Hérault (50 %).

Les ventes ont connu des pointes au moment des municipales et des législatives (SUD faisait campagne pour l'Union de la Gauche), mais sont largement retombées depuis jusqu'à reflirter à peu près avec les chiffres de vente initiaux.

Des parti-pris de l'équipe de Sud, qui expliquent peut-être la stagnation des ventes: 1.- le volontarisme régional: qui débouche, aboutissement logique, sur la revendication autonomiste occitane, très présente dans les numéros récents.

Languedoc — première région du monde pour le vin avec sa production moyenne de l'ordre de 25.000.000 d'hectolitres par an —

Même si SUD se vend essentiellement dans la périphérie de Montpellier, il y a volonté intangible de s'imposer dans les 5 départements. Même si l'identité occitane n'en est qu'à ses "balbutiements" et qu'il faut assumer le bouillon de 50 %.

2. - La volonté d'être l'hebdo de référence pour les responsables régionaux de gauche (notables) politiques et syndicaux) et les intellectuels. Une sorte de "Nouvel Obs" à l'échelle du Languedoc. D'où l'exclusion à la fois des informations générales et des informations locales. D'où aussi le parti-pris de sérieux dans le

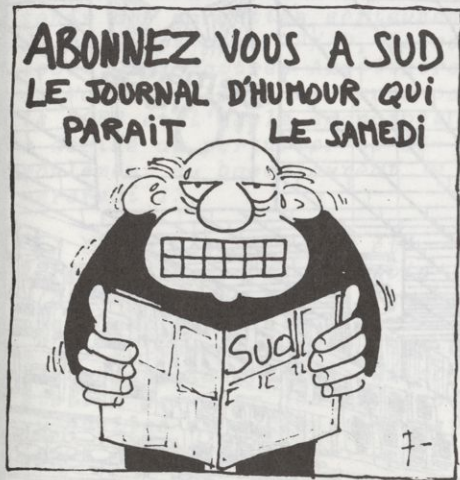
traitement des informations. Un fonctionnement assez rigide. Le numéro de SUD (qui paraît le samedi) est bouclé le jeudi soir. Dès le vendredi matin, une conférence de rédaction fixe de manière quasi-intangible le contenu du numéro suivant: choix des enquêtes, détermination de leur place... Ce qui exclut d'emblée la couverture d'évènements importants survenant "à l'improviste" dans le courant de la semaine. Ce n'est pas tant par routine que par méfiance: méfiance devant le manque de recul par rapport à l'évènement, peur du papier bâclé qui entacherait la crédibilité de "SUD".

n'est possible que si l'on dispose de temps, donc d'argent.

Mais, dira-t-on, développer l'APL, l'élargir pour faire quoi? SUD nous apprend de ce point de vue plusieurs choses:

- la difficulté de couvrir un secteur géographique trop large;
- la tentation de n'écrire que des articles d'analyse, trop froids, lointains et détachés de la vie au jour le jour.
- le monopole d'expression des journalistes professionnels ré-écrivant la moindre dépêche et imposant une uniformisation de ton et d'opinion.
- le danger d'être enfermé dans un ghetto de lecteurs: les intellectuels pour SUD, les militants d'extrême gauche et la marge pour nous. Un journal où ne se rencontrent pas plusieurs publics est un journal mort.

Nous faisons le pari pour septembre de tenter un élargissement du public de l'APL. Ce public nouveau, nous ne le connaissons pas précisément, et on ne peut pas l'enfermer dans des définitions étriquées.



On est évidemment bien loin de l'expérience (ou de l'inexpérience...), de l'APL... Notre volonté de privilégier l'actualité "brûlante" par rapport aux enquêtes à plus long terme (dont nous ne faisons pas forcément l'économie mais que nous n'hésitons pas à mettre en attente quand l'actualité "commande").

Deux conceptions différentes d'un hebdomadaire paraît-il (régional ou local).

Notre choix n'est d'ailleurs pas sans travers: coté "brouillon" de certains articles ne donnant pas les éléments minimum de réflexion, quand nous ne nous plantons pas carrément (trop de "viscéral!").

De ce voyage d'étude (bouh!) nous revenons avec certains enseignements. D'abord nous sommes confirmés dans le sentiment qu'une équipe, même réduite, travaillant à plein temps, bien organisée, permettra une couverture bien meilleure de la réalité locale. Se déplacer plus souvent dans le département, se tenir constamment au courant de la vie des quartiers, élaborer un calendrier très complet, cela

L'espace d'un journal non dogmatique où s'entrechoquent des sensibilités différentes, qui reflète la vie de sens aux prises avec les pouvoirs et déçus à ne pas subir.

Cet espace ne semble pas rempli.

SAINTES-MARIES

Aux Saintes-Maries, autour de Sara la Noire
des milliers de gitans,
des Occitans
et des touristes :
un sacré mélange.

LES ILLUSTRATIONS DE
CET ARTICLE SONT TIREES
DE SUD.....

sud EN QUELQUES CHIFFRES

Prix: 4,50 F. 20 pages. Tirage entre 9 et 10.000. Ventes entre 4500 et 6000.

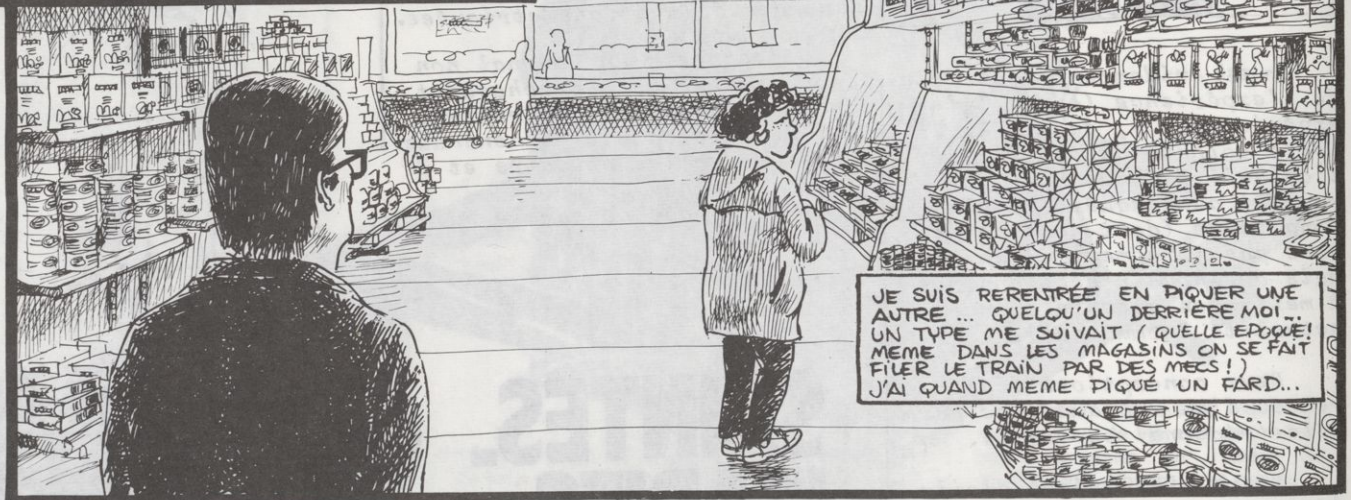
- SUD emploie 14 1/2 personnes à moins de 2000 F/mois. Il est envisagé de recruter 3 personnes à mi-temps pour les correspondances locales.
- Le budget mensuel avoisine les 90.000 F dont près de la moitié en frais salariaux. La publicité - 1 page et demi par semaine - rapporte entre 15 et 20.000 F/mois. Cela n'empêche qu'actuellement le déficit mensuel se monte à 15.000 F environ. Pour l'instant SUD a des disponibilités financières jusqu'à la fin de l'année. Ces disponibilités viennent d'une souscription récente qui a rapporté 140.000 F, d'une augmentation de nombre de parts (1000 F. chaque), de fêtes (la dernière fut cependant un demi-échec).



PTITE ANECDOTE PAS PIQUÉE DES HANNETONS



J'AI ENCORE PIQUÉ UNE BOÎTE DE THON AU SUPER MARCHÉ DU COIN. C'EST SEULEMENT EN SORTANT QUE J'AI VU QU'ELLE ÉTAIT TOUTE PIQUÉE ET MÊME BOMBÉE...



JE SUIS RERENTRÉE EN PIQUER UNE AUTRE... QUELQU'UN DERRIÈRE MOI... UN TYPE ME SUIVAIT (QUELLE ÉPOQUE! MÊME DANS LES MAGASINS ON SE FAIT FILER LE TRAIN PAR DES MECS!) J'AI QUAND MÊME PIQUÉ UN FARD...



APRÈS LES CAISSES, J'AI PIQUÉ UN SPRINT POUR PAS ME FAIRE PIQUER PAR LE FLIC DU MAGASIN. PAS LE MOMENT DE PIQUER UN PTIT ROUPILLON!...



EN ARRIVANT CHEZ MOI J'AI PIQUÉ UNE VIEILLE COLÈRE: CETTE CONNERIE DE BOÎTE ÉTAIT PIQUÉE ET BOMBÉE, COMME L'AUTRE...

ANGERS

m.a. bloquent bac

FACE AU CHOMAGE, LES MAITRES AUXILIAIRES PASSENT A L'ACTION OCCUPATION D'UN CENTRE D'EXAMEN A ANGERS -

Après l'échec des moyens de pression traditionnels pour obtenir des garanties sérieuses de réemploi pour 79/80, le collectif des Maîtres Auxiliaires du Maine et Loire, soutenus par le SGEN et l'école émancipée a décidé de perturber le déroulement du baccalauréat ce mercredi 13.

Cette action avait été largement annoncée par voie d'affiches et de tracts, auxquels ont répondu:

- l'inspecteur d'académie "dénonçant la méthode qui consiste à formuler des exigences auxquelles il lui est impossible de répondre".

- des Parents d'élèves "Lagarde" et "Corneac" montrant une attitude compréhensive mais "dénonçant le tord fait aux élèves".

- du SNES: même condamnation catégorique: une affiche est collée au Lycée Chevrolier affirmant: qu'une telle action

- + divise enseignants-élèves parents
- + fait le jeu du pouvoir
- + amène la repression policière
- + risque d'amputer les vacances scolaires
- + provoque la présence d'éléments étrangers à l'établissement créant ainsi un précédent dangereux.

200 manifestants se retrouvent donc dès 7 heures du matin devant le lycée Chevrolier. La Police est déjà présente: plusieurs cars, une cinquantaine de flics, interdisant l'entrée aux manifestants filtrant les étudiants et les surveillants d'épreuves.

Quelques busculades; les manifestants refusent l'affrontement.

Les élèves rentrent donc normalement, les profs convoqués aussi, sauf 6 grévistes - Pour palier ce manque, des syndiqués du SNES se proposent pour les remplacer.

Une vingtaine de parents venus à l'appel de leur fédération discutent avec les manifestants. Un responsable: "on n'est pas venu là pour faire le coup de poing. Bien qu'on comprenne les revendications des M.A., on peut difficilement accepter que l'on empêche nos enfants de passer leur bac. Ils sont vulnérables et cela risque d'être une année perdue pour eux".

On apprend que des enseignants surveillants décident en soutien aux manifestants soit de ne pas assurer la surveillance, soit de ne pas rendre les notes.

Dans la matinée, 130 grévistes se transportent à la bourse du travail pour une AG qui tente de faire un bilan plutôt négatif:

- "ce matin, on aurait pu faire un blocage efficace mais on a manqué de détermination
- mais on a mis le SNES et les parents au pied du mur,
- il s'est créé une dynamique qui n'existe pas ailleurs

En fait, l'objectif était clair, mais la présence de la police a été quelque peu dissuasive et tout le monde était bien conscient que le but n'était pas de faire tort aux élèves.

Par contre, pour beaucoup, c'était une sorte de répétition générale en vue de l'extension de l'action à l'académie - au moins - pour les épreuves d'examen.

- + grève des surveillants examinateurs
- + rétention des notes
- + non correction de copies
- + remise en cause du "mythe bac".

La principale difficulté étant l'extension au niveau académique et national, la fédération nationale du SGEN faisant la sourde oreille et pas prête apparemment à étendre et "officialiser" ce genre d'actions.

Sur le fond, il semble que ce genre d'action ait du mal à s'imposer compte tenu de l'idéologie qui soutend l'image de marque du bac. Parents, enseignants et élèves du secon-

daire dans leur ensemble "croient" au bac.

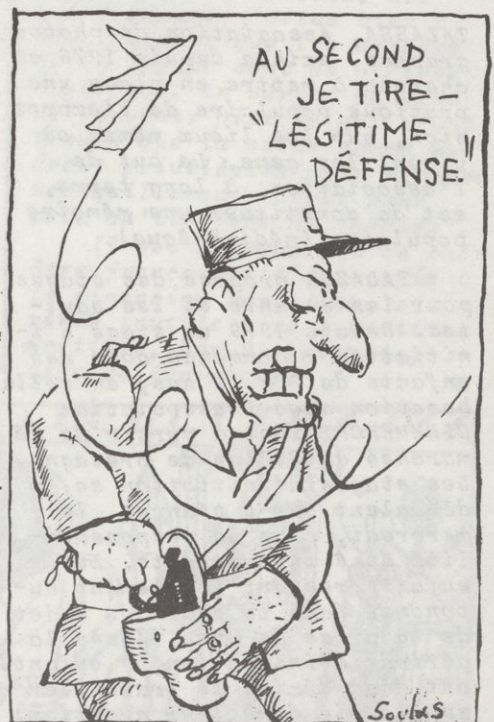
Ne voyons nous pas le début d'une prise de conscience qui est en train de se faire jour qui porte atteinte à la clef de voûte du système éducatif français?

Après cette première expérience, les Maîtres Auxiliaires et ceux qui les soutiennent semblent bien disposés à s'imposer pour faire aboutir leur revendications.

Note: L'association des profs de philosophie de l'académie a lancé ce mot d'ordre: non correction des copies du bac. Ils seraient suivis par les profs de langue!

Les enseignants du syndicat SGEN-CFDT de l'académie de Grenoble ont décidé de faire la grève de la surveillance du baccalauréat et du B.E.P.C. du 19 au 27 juin. Le SGEN entend ainsi engager une action contre les heures supplémentaires et pour le réemploi des maîtres-auxiliaires.

R.F. et A.V.



instits

RIFIPI AUTOUR D'UNE SONO

Quand le succès d'une manifestation fait perdre la tête aux responsables de la section UID du SNI...

Quand le SNI le veut, il peut mobiliser les instituteurs et rapidement, le succès de la journée de grève du mardi 29 Mai et le nombre important de manifestants devant l'inspection Académique le prouve. La tendance Ecole Emancipée du SNI ne peut que s'en réjouir, elle qui a souvent entendu les représentants de la tendance majoritaire du SNI-UID prétexter un manque de temps ou une non-mobilisation des enseignants pour lancer une action sur des points précis (exemple : les fermetures de classes prévues pour juin 79). Les représentants de la tendance UID agissent quand eux le jugent utile et eux seuls : ils n'ont de conseils à recevoir de personne et n'acceptent de reconnaître l'existence d'autres syndicats et organisations qu'à la condition que ceux-ci restent bien à leur place et ne soient là que pour "gonfler" le nombre des manifestants.

Ce qui s'est passé lors de la manifestation devant l'IA en témoi-

gne : le SGEN, qui appelait lui aussi à la grève dans un tract qu'il distribuait le jour même n'a-t-il pas eu l'audace de vouloir s'exprimer 1/4 d'heure environ après la prise de parole du SNI ! Alors là, nos "dirigeants" ont vu rouge. Ils se sont jetés sur le micro de leur sono et ont commencé à crier des slogans pour couvrir la voix du SGEN, dont un particulièrement mal venu : "Halte à la répression syndicale !".

Ensuite, devant le rectorat, le SGEN a demandé à participer à la délégation qui serait reçue par le recteur : la "leçon" ne leur avait pas suffi : qu'à cela ne tienne, les représentants UID ont recommencé leur petit manège (cris de slogans).

Les "responsables" UID du SNI se croient vraiment tout permis, y compris de refuser le droit à la parole à un syndicat au nom sans doute de "l'Unité, l'Indépendance et la Démocratie" qu'ils proclament haut et fort.

Ils le disent et le répètent : "Faites nous confiance : nous travaillons pour vous ; surtout, restez mobilisés, nous vous tiendrons



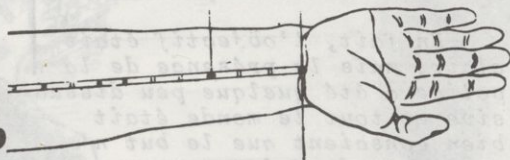
au courant des suites de cette affaire".

Agir d'une telle façon nous semble vraiment grave : c'est pourquoi il nous apparaît important de dénoncer de telles pratiques et de faire savoir qu'il existe des syndiqués du SNI (et ils sont plus nombreux qu'on pense !) qui sont bien décidés à lutter contre un tel sectarisme.

Seules les luttes partant de la base et menées de façon unitaire peuvent aboutir.

Ecole Emancipée (primaire).

Talassa



TALASSA, Association de photographes, existe depuis 1976 et cherche à mettre en place une pratique populaire de l'expression, sur les lieux mêmes où vivent les gens. Le but de l'association, à long terme, est de constituer une mémoire populaire (médiathèque).

TALASSA propose des stages pour les enfants et les adultes. Depuis 1979 un stage d'initiation a commencé avec des enfants de 7 à 12 ans, en collaboration avec l'association CINEMERCREDI et à partir de démarches au Sillon de Bretagne. Les stages d'initiation se déroulent sur 6 séances, le mercredi, sous la responsabilité de 6 intervenants. Les enfants restent totalement autonomes dans le choix du sujet de la prise de vues. Après la période d'initiation, 9 enfants ont déjà décidé de travailler sur la vie dans leur quartier, la pollution, les animaux dans la ville.

TALASSA propose aux associations ou aux centres sus-

ciens intéressés de prendre contact avec elle pour mettre sur pied de nouveaux stages ou partager leurs expériences. Pour les 6 jours d'initiation compter 400 F/enfant. Pour tout contact

La photo jointe a été prise par les enfants au cours de leur stage d'initiation.

TALASSA
2, rue du Pré-Nian
44000 - NANTES



art & VISION



Après vous avoir présenté le mois dernier les photographies de Man Ray, Raoul Hausmann, David Harari, Daniel Boudinet et André Ostier, et pouvant proposer au public l'ensemble des 200 photographies de l'exposition CREATIS la Galerie Atelier Art Vision vous propose la deuxième partie de cet accrochage à partir du:

VENDREDI 8 JUIN AU SAMEDI 30
JUIN 1979 - VERNISSAGE LE MAR-
DI 12 JUIN A PARTIR DE 18h 30

Cette exposition des photographies d'Albert Champeau
GALERIE ATELIER ART VISION,
Association loi 1901, 15,
Ave. Ste. Anne, 44100 - Nantes

(fondateur de la revue Créatis), Bernard Plossu, Robert Mapplethorpe, Bernard Guillot et Judith Turner marque la fin de nos activités à Nantes pour cette saison. L'association organise en collaboration avec Alain Retureau un stage d'initiation et perfectionnement à la photographie à Beauvoir sur Mer du 9 juillet au 14 juillet et une exposition des photographies qui ont eu l'occasion d'accrocher à la galerie avec la participation des photographes de Beauvoir/Mer.

A la rentrée et jusqu'au mois d'avril nous vous proposerons des expositions de photographies dont une rétrospective de deux années d'activité, une exposition consacrée au quartier Ste. Anne et Chantenay, les photographies de Raoul Vaslin, Christophe Ténot, Patrice Roturier Jacques Py.

Nous espérons pouvoir vous proposer Duane Michals, l'exposition des photographes

Provence-Côte d'Azur avec Henri Cartier-Bresson, Lucien Clergue, Martine Frank...

Les mois de mai et juin 1980 seront uniquement consacrés aux Arts Plastiques sur le thème: "les prolongements du fait plastique", avec une exposition organisée par Gaston Planet (peinture) et Jean-Yves Bosseur (Musique), et d'autres interventions qu'il serait prématuré de dévoiler dans l'état actuel des choses.

Pour nous permettre de réaliser tous ces projets et bien d'autres encore, il est inutile de vous cacher qu'il nous faudra traverser la période financièrement difficile des vacances; ne recevant ni fonds ni subsides autres que de la part de nos cotisants, nos bras lancent des S.O.S..... Devenez adhérents de notre association: chèque postal ou bancaire de 100 F ou toute autre somme.... Avec nos remerciements, Art et Vision

4 LITRES le plein de super!

Pxh Pch Maestro Chtt Pourch Descrochné mie niougniou arcomechran des grougno arkouchirqué. Musiciens en smoking kraspechouchiou forunoswaden arghwan giatrouchi sacrée betle musique frolamento.

Si vous avez manqué le début, vous voilà éclairé. Il vous manquait peut-être le fil conducteur de la pièce alors forcément on échaffaude des hypothèses et tout et tout, mais ça ne fait pas triompher la vérité.

Voilà, ça devait arriver. Largement épris de boisson, un magasin de brocante est entré en collision avec un stage d'expéranto. Themroc arrive par là-dessus et modifie substantiellement et subséquentement les dialogues, 6 rescapés, non ? mais dans quel état!

Il faut rappeler que c'est lors d'un pèlerinage sur une décharge publique au Lichtenstein que 4 L 12 a découvert le concept dramatique "Serou-

gné Chkongo Moltzö" qui est avec "le bouk bouk parafimaille gromelo" la pierre de touche du jeu scénique de la troupe.

Mr. Massé, metteur en scène, s'explique en machant bien ses mots "paraniecephaloglouss: toutes didines polies lumicies parafé par touze".

Ils travaillent sans texte déposé, sans décor et sans filet avec quelques babioles que deux ferrailleurs de Nancy leurs mettent de côté. Mr. Massé encore: "Dites bien à vos lecteurs que les acteurs de la troupe sont de piètres histrions. En vérité ce sont de fervents piétons qui n'ont trouvé que la scène comme endroit privilégiés pour marcher tranquillement. C'est pour cela qu'ils font du théâtre".

Il est heureux que ce théâtre français s'élève enfin à la dimension européenne et rende inutile tous sous-titre sur-titre, bon de garantie, date de fraîcheur.

Ph. VAL & P. FONT



Patrick FONT et Philippe VAL

Le vendredi 22 juin au Centre Social de la Bernardière à Saint-Herblain "La contestation au visage hilarant" avec une unique représentation de FONT et VAL.

A coups de chansons et de sketches, un spectacle corrosif qui ne laisse pas indifférent.

Prix des places: 25 F
Tarif réduit pour location à l'avance, groupes, chômeurs: 20 F. On peut retirer les billets:

- à la Librairie 71
- à la Bernardière
- au PSU Bretagne, 7, Ave. de St. Cloud à Orvault, tel. 63.47.15



CETTE SEMAINE



NANTES

MARDI 19 JUIN.

- 18H : Commission fête APL au local.
- 21H : "The Patriot Game" Film puis débat sur la situation en Irlande du Nord. Ciné le Celtic.

MERCREDI 20 JUIN.

- 21H : Les Clefs du Paradis. Théâtre en langue bretonne : Maison de la Culture.
- 14H30: Marionnettes pour enfants "La Marmite". Centre social de la Crémetterie.

JEUDI 21 JUIN.

- 21H : Le Problème Breton ça se danse aussi !! salle des Marsouderies.
- 20H30: Comité Larzac. Centre social Port Boyer.
- 20H30: "Le Solaire en pratique" CFDT rue Lamoricière.

VENREDI 22 JUIN.

- 21H : Concert de Cornemuse avec ASKOLL HA BRAG et des solistes écossais du Pipe Band d'AYR. MJC Bouvardière.
- 21H : "Hélène et Jean François" chanteurs et musiciens. Centre social Crémetterie. Atelier de poésie de la Biduline. Bourg St Herblain. Après-midi.
- 21H : Patrick Font et Philippe Val Centre social Bernardière. St Herblain.

SAMEDI 23 JUIN.

- 21H : Musique et danse d'Ecosse et de Bretagne Fest Noz. Feux de la Saint Jean. Chateau des Ducs.
- 20H : Entre elles... la fête. Rencontre de femmes. Vous êtes toutes invitées. Musique et flon-flon. Tournicoti-tournicotin parlottes et grignottes, il serait mieux d'apporter son manger. Bourse du travail, rue A. Leloup.

DIMANCHE 24 JUIN.

LE PELLERIN : Fête du Soleil.

MARDI 26 JUIN.

- Atelier de marionnettes de la Biduline. Bourg St Herblain.
- 21H : Musique classique (haut bois, flûte, guitare) centre social Crémetterie.

MERCREDI 27 JUIN.

- 17H : Animation musicale pour enfants avec "YOUNA TREVIEN".
- 14H30: "YOUNA TREVIEN" Centre social Crémetterie.

LE BIGNON - 1er festival

Rive Gauche, Salle Municipal

Mardi 19 juin, 21 h, J. B. DAVIAIS (Chorale) Hieronimus (Percussions)

Mercredi 20 juin, 21 h Odile (Folk) Glen (Folk progressif)

Jeudi 21 juin, 21 h Dune (Jazz Rock) Salsifies Stompers (New Orleans)

Vendredi 22 juin, 21 h Patrick Couton, Georges Fisher, Vincent Rebillard, 12 F

Samedi 23 juin, 21 h, Quintet de Chambre de Nantes, Rivoil et Girardièrre (Guitares)

et Girardièrre (Guitares)

TRELAZE (49)

Samedi 23 juin - Bal Folk au Stade Leo Lagrande avec Patria Couton et Georges Fisher

LA TECHAIE (35)

(50 km de Rennes et 25 km de Redon)! Samedi 30 juin, Festival Folk, Gerard Delahaye, G. Ferchaud, Yvon Le Mer Bouton O Fisher, Mirlitantouil le, Kistinidiz New Folk Harmony, Jazz Unity, Jakez Laurent, Margifolk, Pig Ears, La Chopine, Alain Pennec, Djiboudjep, Swansy Jack, Morris Dancers, Mickaël Ollivier, Dihun, Menerval etc...

LES BROUZILS (85) 23 Juin

21 h, Julos Beaucarme, location; crocodylus, La Roche/Yon/Maison Presse Montaigu./Les Bronzils, tel. 38.41.83/(2BF)

Sommaire

Coquetèle	p.2
ENVIRONNEMENT	
Des idées à capter	p.3-4-5-6 7-8
Guide écologique de Nantes ..	p.9
OUVRIERS	
Sur les quais	p.10-11
Défaites le pont!	p.11
Guillouard, suite	p.12-13
Crédit Agricole	p.14
INTERNATIONAL	
Irlande	p.13
EDUCATEURS	
Herremans en appel	p.14
PaS d'accord	p.15
PAYSANS	
Metro, troupo, dodo	p.15
MEDIA	
APL, souscription, AG	p.16-17
APL plein SUD	p.18-19
BD	p.20
ECOLE	
M.A. bloquant bac	p.21
Rififi autour d'une sono	p.22
CULTURE	
TALASSA	p.22
Photos, chansons, théâtre	p.23

CHAÏLLÉ SOUS LES ORMEAUX (85)

Vendredi 22 - Samedi 23 juin SUPER FESTIVAL!
16 groupes 38 heures de musique. Electrochoc, Arlequin, Bacchus, Pentil, Gaby Blues Band, Noby Clark Quartet, Ripaille, Manu, Lannhuel, Lard Free, Xaphl, Tequila, Ganafoul, Magma.



Ganafoul

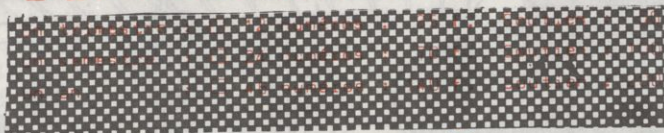
Location 50 F sur place 60 F samedi 23, 30 F.

La Roche: Spectronic
Nantes: Fuzz Niort: Discot

NOUVEAUX TARIFS Abonnement

- 3 mois (12 n°): 48 F soutien 50F
- 6 mois (24 n°): 90F soutien 150F
- 1 an (48 n°): 180 F soutien 250F

ABONNEMENT APL



NOM : Prénom :
Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits F.

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

Les textes peuvent-être apportés toute la semaine.
Le vendredi de 16H à 19H30 réunion de rédaction ouverte à tous.
A partir de 21H discussion générale sur tous les sujets d'actualité.



PERMANENCES

tous les jours : 17H-19H
Téléphone : 76.26.33